

le monde
heβδο
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 435 JEUDI 11 MARS 1982 6,00 F

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL :

L'EXPLOITATION SAUVAGE



QUE l'on soit obligé de travailler pour un patron ou sous les directives d'un PDG d'une société nationalisée, ex-militant du PC ou de la CFDT, les différences sont minimes. Alors que la majorité et la minorité se renvoient à la figure le suicide d'un directeur ayant profité des privilèges octroyés par sa fonction, les conditions de travail des salariés qui étaient sous ses ordres en demeurent inchangées. La chasse aux sorcières ne change rien à l'affaire, il s'agit plutôt de s'engager vers une chasse aux privilèges !...

Deux millions de chômeurs, le chantage patronal aux dépôts de bilans, des négociations bloquées où l'on cherche vainement les différences opposant patronat et syndicats : la situation sociale est à la morosité. Gouvernement et directions syndicales reculent dans tous les secteurs. L'application des 39 heures dans de nombreuses branches industrielles ne se fait pas sans certains grincements de dents. L'intransigeance du CNPF réduit à néant les aspirations ouvrières à une véritable réduction du temps de travail, avec maintien du salaire permettant ainsi une embauche massive. On nous serine les oreilles de solidarité nationale dans le cadre d'une politique de collaboration de classes. Encore un effort les smicards, les chômeurs en tout genre ! Mauroy regarde d'un œil serein et envieux la Dame de Fer imposant aux travailleurs anglais les trois millions de chômeurs, et tout comme son prédécesseur, emploie les mêmes ficelles usagées.

Le gouvernement est pris au piège d'une situation sociale dans laquelle il s'embourbe. Sa fonction est de maintenir les privilèges et les bénéfices du patronat. Il offre simplement de temps en temps des miettes aux travailleurs, mais en cette période de vaches maigres, il y a longtemps que l'on prend la balayette pour les récupérer.

Ce n'est pas en faisant des avances aux patrons que l'on arrivera à baisser le taux de chômage. L'amélioration de nos conditions de travail et de vie est incompatible avec le maintien des privilèges. C'est au cœur du problème que l'on doit s'attaquer... Transformer radicalement le travail. Refuser le travail à temps partiel ou en intérim (chômage déguisé), imposer les 35 heures, lutter efficacement contre la hiérarchie des salaires, revient à s'opposer directement au patronat et non à chercher avec lui les possibilités d'améliorer ou de maintenir ses profits.

Sommaire

PAGE 2	Le congrès de la LDH
Activités des groupes FA	PAGE 7
PAGE 3	Journée internationale des femmes
En bref	C'est pas une vie la vie qu'on vit
Amis lecteurs	PAGE 8
Chooz, un socialisme à visage humain	Voyage en terre promise. Pour qui ?
Recensement de la population	Pologne...
PAGE 4	Moyen-Orient
Chirac... aussi un patron	PAGE 9
A rebrousse-poil	Informations Internationales
Le dernier avatar du Livre CGT	PAGE 10
PAGE 5	Collectivisme et communisme
CFDT : de 68 à nos jours	PAGE 11
Communiqué	Spectacles, livres...
Nationalisations...	PAGE 12
PAGE 6	La guerre des écoles
Aménagement du temps de travail	Le poing dans la gueule...

Liste partielle des points de vente du Monde libertaire

PROVINCE :

Groupe d'Amiens :
- le mardi de 12 à 14 h : restau U, La Vellière ;
- le mardi de 19 à 20 h : à la permanence du groupe ;
- le mercredi de 11 h 30 à 14 h : restau U Le Bailly et au restau La Hotoie ;
- le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30 : à la gare ;
- le vendredi de 18 h 30 à 19 h 30 : aux Nouvelles Galeries ;
- le samedi de 10 h à 12 h : sur le marché.

Liaison d'Angoulême :
- le dimanche de 10 h 30 à 12 h : au marché couvert.

Liaison Chartres :
- le samedi après-midi, dans le centre de Chartres (rues piétonnes).

Liaison Blois :
- le samedi de 15 h à 16 h 30 : carrefour rues piétonnes, Commerce-3 Clefs.

Liaison Dijon :
- le samedi à partir de 15 h 30 : devant les Nouvelles Galeries.

Groupe Région Toulonnaise :
- le dimanche matin avec table de vente : au marché aux puces de Toulon.

Groupe de Tours :
- le samedi de 15 à 17 h : rue de Bordeaux.

Groupe de Toulouse :
- le dimanche de 10 h 30 à 12 h : au marché Saint-Sernin.

Groupe de Rouen :
- le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 : sur le marché de Sotteville, sur le Clos Saint-Marc.

Liaison Noyon :
- le samedi de 10 h 30 à 11 h 30 : sur le marché de Noyon.

Groupe de Creil :
- le samedi matin de 10 à 12 h : au marché de Creil ;
- le dimanche matin de 10 à 12 h : au marché de Montaire (comme il y a 25 ans).

Liaison Le Caylar-Lodève :
- une fois par mois (avec table de presse), le samedi.

Liaison Laval :
- le mardi, de 12 à 13 h, FJT (Pont de Mayenne).

Groupe de Nantes :
- le samedi à 10 h, à la Petite Hollande ;
- le dimanche à 10 h, à Talensac.

Groupe de Dieppe :
- le samedi après-midi, entre 15 h et 17 h 30, dans la grand-rue, près du marché.

Liaison Anizy-le-Château :
- de 10 à 12 h sur le marché de Soissons.

Groupe de Beauvais :
- le samedi de 11 h 30 à 12 h 30, aux lycées techniques Félix Faure et Jeanne Hachette (un samedi sur deux) ;
- le samedi, de 14 à 16 h, sur la place Jeanne Hachette, devant les Nouvelles Galeries.

Groupe de Lille :
- tous les mercredis de 11 h 30 à 14 h 30, dans le hall de la fac de Lille III, à Pont-de-Bois.

PARIS :

• 1^{er} arrondissement, Forum des Halles (porte Lecot) :
gr. Berneri : le samedi de 13 h 30 à 16 h 15 ;
gr. Varlin : le samedi de 16 h à 18 h 30.

• 4^e arrondissement :
gr. du Marais : au métro Saint-Paul, le jeudi de 12 h 30 à 14 h ;
le vendredi, de 18 à 19 h 30, au métro St-Paul.

• 6^e arrondissement, métro St-Michel :
gr. Malatesta : le samedi de 15 à 17 h ;

• 8^e arrondissement, gare St-Lazare :
gr. Louise Michel : le jeudi de 17 à 19 h.

• 9^e arrondissement, place Clichy :
gr. Louise Michel : le lundi de 17 h à 18 h 30.

• 10^e arrondissement, gare du Nord :
gr. Sevrain-Bondy : le vendredi de 17 à 18 h 15 ;

• Gare de l'Est :
gr. Berneri : le mercredi de 18 à 19 h 15 ;

• 12^e arrondissement :
gr. du 11^e : le jeudi de 18 à 19 h ;
gare de Lyon ; les samedi et dimanche de 11 à 13 h : marché d'Aligre.

• 13^e arrondissement :
gr. Jacob : le jeudi de 17 à 19 h, place d'Italie.

• 14^e arrondissement :
gr. du 14^e : le jeudi de 17 h 30 à 19 h, porte d'Orléans.

• 15^e arrondissement :
gr. Varlin : le lundi de 17 h 30 à 18 h 30 ;
gare Montparnasse ; le jeudi de 17 h 30 à 18 h 30, métro Pasteur, le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30 : métro Cambronne ;
gr. du 14^e : le vendredi de 17 h 30 à 19 h, gare Montparnasse.

• 18^e arrondissement :
gr. Louise Michel : le dimanche de 10 à 12 h, rue du Poteau, rue Lepic.

• 13^e arrondissement :
gr. Jacob : le jeudi de 17 à 19 h, place d'Italie.

• 14^e arrondissement :
gr. du 14^e : le jeudi de 17 h 30 à 19 h, porte d'Orléans.

• 15^e arrondissement :
gr. Varlin : le lundi de 17 h 30 à 18 h 30 ;
gare Montparnasse ; le jeudi de 17 h 30 à 18 h 30, métro Pasteur, le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30 : métro Cambronne ;
gr. du 14^e : le vendredi de 17 h 30 à 19 h, gare Montparnasse.

• 18^e arrondissement :
gr. Louise Michel : le dimanche de 10 à 12 h, rue du Poteau, rue Lepic.

RÉGION PARISIENNE :

Groupe Fresnes-Antony :
- le dimanche de 10 à 12 h : sur le marché d'Antony ;
- le mardi, de 17 à 19 h : à la gare d'Antony ;
- tous les jours, de 16 à 20 h : à la faculté de Saint-Denis ;
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Fresnes ;
- le dimanche, de 9 h 30 à 11 h 30 : au marché de Chilly-Mazarin ;
- le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h : au local du groupe.

Groupe Kropotkine :
- le vendredi, de 17 h 30 à 19 h : à la gare centrale d'Argenteuil ;
- le jeudi de 17 h 30 à 19 h : à la gare du Val d'Argenteuil ;
- le dimanche, de 10 h 30 à 12 h : au marché central d'Argenteuil ;
- samedi, de 10 h 30 à 12 h : devant le centre Leclerc de la ZUP (Argenteuil) ;
- le lundi, de 17 à 19 h, esplanade de la Défense ;

Groupe Montreuil-Rosny :
- le vendredi, de 17 à 19 h : au métro Mainie de Montreuil ;
- le jeudi, de 17 à 19 h : au métro Croix de Chavaux ;
- le mercredi, de 17 à 18 h 30 : au métro Robespierre ;

Groupe Sevrain-Bondy :
- le jeudi, de 17 h 15 à 18 h 15 : à la gare de Bondy ;
- le vendredi de 17 à 18 h 15, m^e Eglise de Pantin (sorties du métro) ;
- les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, de 8 h 15 à 8 h 30, aux lycées techniques et classiques.

Groupe Bobigny-Drancy :
- le mercredi, de 17 à 18 h 15 : au métro Fort d'Aubervilliers ;
- le dimanche, de 10 à 11 h 30 : au marché des Quatre Routes de Drancy ;
- le dimanche, de 10 à 11 h : au marché d'Aulnay-sous-Bois.

Groupe Sacco-Vanzetti :
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Chelles ;
- le samedi, de 10 à 12 h : au marché de Neuilly-sur-Marne.

Groupe Malatesta :
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Villeneuve-la-Garenne ;
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Saint-Ouen ;
- le samedi midi : au marché aux puces de Clignancourt ;
- le jeudi : de 17 h 15 à 18 h 15 : à la Gare du Nord.

Groupe de Villejuif-Vitry :
- le samedi de 10 à 12 h : au marché Romain-Rolland.

Groupe de Domont :
- le dimanche matin, de 10 h 30 à 12 h : au marché de Domont.

Groupe sympathisant de Sarcelles :
- le dimanche de 11 à 12 h au marché de Locmère.

Groupe de Versailles :
- le dimanche, de 10 h 30 à 12 h, sur le marché, rue de la Paroisse.

COMMUNIQUÉS

• Les libertaires et sympathisants FA résidant dans l'île de Corse sont informés qu'une liaison se met en place à Corte. Pour tout contact, écrire à G. Molinari, 6, rue du professeur Santiaggi, Corte.

• Nous sommes heureux de vous informer qu'un groupe s'est créé sur les communes de Garges, Stains, Pierrefitte. Nous invitons les libertaires intéressés à prendre contact avec le groupe, en écrivant aux RI qui transmettront.

• Le groupe FA nantais informe les personnes intéressées qu'il assure deux ventes du MLL, le samedi, à 10 h, à la Petite Hollande ; le dimanche, 10 h, à Talensac.
De plus, son adresse est : groupe nantais (FA), 6, place de la République, 44200 Nantes.

• Les personnes intéressées par la création d'un groupe à Périgueux (24, Dordogne) et sur la région peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Les libertaires de l'Oise intéressés par la création d'une liaison à Pont-Ste-Maxence, peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Libertaires jurassiens, si la propagation des idées anarchistes vous intéresse, faites-vous connaître en écrivant à la liaison FA du Jura par l'intermédiaire des RI.

• Les personnes désireuses de militer pour l'anarchisme et de former un groupe libertaire sur les secteurs de Tournon (Ardèche) peuvent contacter les RI qui transmettront.

• Les sympathisants libertaires intéressés par la création d'un groupe sur Boulogne-Billancourt peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• A Brest, le groupe « Les temps nouveaux » vient de se constituer. Il invite tous ceux et celles qui le veulent à rejoindre la lutte pour la développement et l'implantation de l'anarchisme, le renforcement de la Fédération anarchiste sur Brest et la région. Pour tout contact, tu peux écrire à CEL, BP 728 Brest Pilier Rouge, 29277 Brest Cedex ou à Fédération anarchiste, Relations Intérieures, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• Un groupe d'expression et d'activités anarchistes est en formation sur Versailles et sa région. Si la propagation des idées anarchistes t'intéresse, écris aux RI qui transmettront.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

ÉVREUX

• Vous pourrez prendre contact avec les militants du groupe d'Evreux pendant toute la durée du « Festival Couté, jusqu'au 13 mars. Permanence du groupe d'Evreux le 25 à partir de 18 h 30, salle 3, derrière la mairie d'Evreux.

• Vous pouvez vous procurer les éditions du *Monde libertaire* et de divers groupes de la Fédération à la librairie Dubois-Deshayes.

• Le rayon anarchisme de la bibliothèque municipale devra prochainement s'agrandir, avec des ouvrages provenant de Publico. En attendant, vous pouvez toujours y lire *Le Monde libertaire* (pour vous donner envie de vous y abonner), et très bientôt *Volonté anarchiste* et *La Rue*.

BONDY

Vendredi 19 mars à 21 h, au centre Alpha de Bondy, projection du montage audiovisuel : *Les anarchistes face au nucléaire*, 3, rue des Pensées, 93140 Bondy, organisé par le groupe Sevrain-Bondy. Les sympathisants de la région sont cordialement invités.

Permanences antimilitaristes

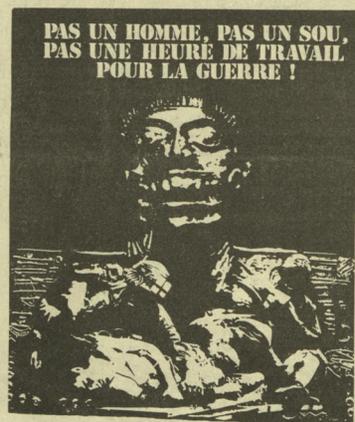
Tous les mercredis de 17 à 19 h
à la librairie La Tête en Bas
17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h
à Publico
145, rue Amelot, Paris 11^e

Tous les mardis de 18 à 19 h
tous les vendredis de 19 à 20 h
26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58



Le Riflard N° 8, journal local du groupe de Montreuil-Rosny de la FA est paru. Disponible gratuitement à Publico, ou par courrier contre 1,60 F en timbre.



A BAS TOUTES LES ARMEES!

FEDERATION ANARCHISTE. 145, RUE AMELOT, PARIS 11^{em}.

Affiche éditée par les Relations Internationales et les Relations Extérieures. 2 F l'unité, 0,70 F à partir de 10 exemplaires. Format : 95,5 x 64.

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom : Prénom :
N° : Rue :
Code postal : Ville :
à partir du N° (inclus) Pays :
 Abonnement Redoublement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre
Règlement en espèces
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

en bref...en bref...

• La Fédération de la métallurgie CGT réclame une participation des salariés à la gestion des entreprises nationalisées et a proposé ses candidats aux conseils d'administration de Renault, CGE...
Les syndicats à la botte de l'Etat de gauche, c'est le contrôle ouvrier, revendication si chère aux gauchistes.

Le comité des squatters du 20^e arrondissement de Paris, organise trois journées contre les expulsions, samedi 13, dimanche 14, lundi 15.
Au programme : concert musical tous les soirs, conférence de presse, films vidéo.
Renseignement : 1, rue des Vilins, Paris 20^e. Métro : Couronnes.

• A vos plumes : Christian Houssier est incarcéré à Fresnes. Il est insoumis au service militaire. Tout courrier sera le bienvenu à l'adresse suivante : C. Houssier, 70 9014-3/250 B, 1 av. de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes Cedex.

Monica Giorgi

Afin de discréditer le mouvement libertaire italien, l'Etat a monté un procès de toute pièce envers une militante anarchiste, Monica Giorgi de Livourne (Italie).

Cette militante a ainsi été condamnée à 12 ans de prison sous l'accusation de terrorisme. Une pétition a été faite pour demander sa libération. La Fédération anarchiste apporte sa solidarité effective et se joint à ce mouvement de soutien pour exiger la libération immédiate de Monica Giorgi.
Fédération anarchiste

• Du pacifisme à l'anti-soviétisme, il n'y a qu'un pas ». Le maréchal Ogarkov, chef d'état-major de l'armée soviétique, a dénoncé au sein d'une brochure la tentation au pacifisme chez les jeunes et l'importance qu'il y a à lutter contre ces sentiments là où ils existent. La critique attentif son paroxysme lorsque ce haut cadre militaire marxiste objecte que « des jeunes ne comprennent pas l'action menée en faveur de la paix et du potentiel de défense de l'URSS. » Enfin, « ... la sous-estimation de la menace de guerre et les sentiments de quiétude et de tranquillité qui en découlent, constituent des phénomènes dangereux pouvant avoir de lourdes conséquences. » Il est vrai que la phase transitoire du socialisme soviétique n'est pas encore terminée ! L'armée rouge populaire a encore du pain sur la planche pour la pacification du monde !

• Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes ou femmes, sont également libres.
La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, est au contraire la condition nécessaire et la confirmation...
Texte de Bakounine édité en affiche-poster par le Groupe d'intervention culturelle libertaire (4 F en timbres l'unité ou 30 F les 10).
Tour, 3, rue Ernest Renan, 76800 St-Etienne-du-Roucray.

AMIS LECTEURS

Ce numéro du *Monde libertaire* est le septième de la nouvelle série, sept numéros à 12 pages sont déjà parus. Vous avez pu apprécier l'intérêt des quatre pages supplémentaires : une première page plus percutante, la possibilité de retrouver une tradition du mensuel : une page « archives » offrant chaque semaine des documents retraçant notre histoire. La présentation d'études plus denses sur un thème précis, le développement des articles analysant les événements sociaux, une mise en page plus aérée, une meilleure illustration, sont les fruits de l'augmentation de pagination. *Le Monde libertaire* étouffait dans le carcan des huit pages, il explose dans ses habits nouveaux, s'adaptant progressivement à sa nouvelle enveloppe charnelle.

Ce *Monde libertaire* nouvelle formule est une œuvre commune, nous devons lui assurer une assise sûre, pour lui permettre d'exister et de grandir. Au mois de novembre, nous écrivions : « Quatre pages supplémentaires chaque semaine, quatre pavés de plus dans la mare boueuse du socialisme étatique. Oui, c'est une nécessité ! Comment rendre cette nécessité réalité ? En souscrivant, pour apporter une pierre au mur de 12 pages. En s'abonnant, pour recevoir régulièrement un outil de démolition de cette société d'inégalités. En achetant chaque semaine *Le Monde libertaire*. Ainsi, nous recueillerons les 100 000 francs essentiels à la parution du 12 pages qu'au mois d'avril ou mai. En attendant cet apport, il nous faut assurer la continuité du journal.

Vous nous avez entendus, car plus de 300 personnes se sont abonnées, 42 221 francs de souscription ont été recueillis, un fleuve formé de milliers de ruisseaux de 20, 50 ou 100 francs. Mais ces efforts ne peuvent maintenant s'arrêter, car nous ne toucherons les premiers résultats de la vente en kiosques du *Monde libertaire* à 12 pages qu'au mois d'avril ou mai. En attendant cet apport, il nous faut assurer la continuité du journal.

Les administrateurs
P. BEDOS - J. RÉMOND

SOUSCRIPTION :

MATHIS Jean 290 F, PETIT Laurent 70 F, PINEL Jean-Pierre 20 F, RODRIGUEZ Jean 228 F, JEAN-NOËL Philippe 70 F, PATRICE S. 50 F, VAQUE-MARTI Patrick 120 F, GARDÈS Jean-Pierre 20 F, BOISSIMONT Françoise 70 F, MEYNET François 20 F, LESAGE Bertrand 70 F, BAZIN Pascal 100 F, LACOSTE Christian 70 F, GASPAIS Philippe 20 F, LOUWARD Charles 150 F, DERUFFE Daniel 50 F, TASSONE Alain 70 F, FONTAINE D. 45 F, BAUDOT Christophe 70 F, VIVIANI Maxime 70 F, LEROUX Pascal 55 F, CHATELIER 30 F, PECUNIA Alain 70 F, DALBY Suzanne 40 F, HUMBLOT 85 F, Liaison TOURNON 100 F, LANTUEJOL 20 F, FÉRAIL Bernard 20 F, TEYSSIER Daniel 20 F, LOPEZ Jean 16 F, BRUN Marin 50 F, MERCIER Jean-paul 20 F, ATZOR Patrice 50 F, PUBLICO 250 F, FOLLENFANT Patrice 50 F, VAQUE-MARTI 200 F, PAYEN André 20 F, VAZEILLE Patrick 50 F, FIDON Jean 50 F, DEVRIENDT André 100 F, GILBEAU 50 F, HÉMY Jean 50 F, MIAS Henry 100 F, ROUBY Didier 50 F, NAULEAU Paul 50 F, GIARD Marc 100 F, MARYNUS 50 F, RECEVEUR Gérard 50 F, BOUEY Pierre 50 F, GAVEL Gérard 50 F, HARDY 40 F, TROUSSEUX J.-P. 100 F, MARTIN Lionel 50 F, BOISSIÈRE Thierry 50 F, POUTET Jean 50 F, Liaison ANGOULÈME 100 F, BAZIN Pascal 100 F COATRINE Alain 100 F, Groupe D'ARGENTEUIL 40 F.

VIREMENTS AUTOMATIQUES MENSUELS :

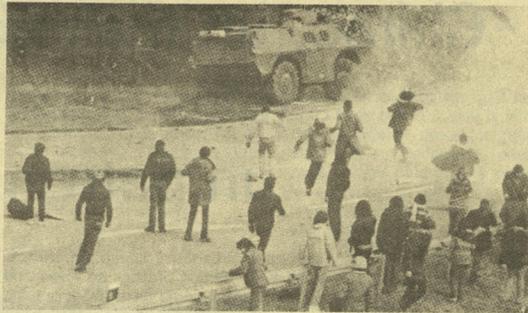
Gr. D'AUBENAS 200 F, Liaison ANIZY 100 F, BRUNET Jean-Marie 50 F, LEGUEN Alain 50 F, Gr. FRESNES-ANTONY 300 F, GIRAUD Jean-Pierre 300 F, HUREZ Daniel 25 F, G. SACCO-VANZETTI 550 F, Gr. du 14^e 30 F, PEYRAUT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, FONLUPT-PIETERS Jocelyne 100 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 20 F, FEHR Didier 50 F, BOLUFER-SANCHEZ J. 70 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER Olivier 10 F, Gr. JACOB 50 F, BOITELLE Bruno 25 F, CRESSON Pascal 100 F, Gr. MALATESTA 100 F, LUZE Robert 50 F, Gr. de BÉZIERS 50 F, BOUZENDROFFER 50 F, Gr. PRUDHOMMEAUX 50 F, PORCHER Christian 50 F, SANCHEZ Mateo 50 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, POUILLARD Jean-Luc 50 F, TENNEGUIN Danielle 100 F, SELLIER Bertrand 150 F, Gr. VARLIN 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Gr. LOUISE-MICHEL 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, ABADIE-FEDOU Claude 30 F, FABRE J. 100 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PLASMAN François 100 F, LE GUEN Roger 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Liaison BÉGARD 10 F, Gr. du MARAIS 50 F, LAFABREGUE S. 50 F.

Total des souscriptions : 3 569 F.

Total des virements automatiques mensuels : 4 570 F.

Totaux précédents : 34 082 F.

Totaux depuis le 2/11/81 : 42 221 F.

Chooz,
un socialisme
à visage humain

SAMEDI 27 février... Comme tous les derniers samedis du mois, rassemblement antinucléaire à Chooz. Suite à l'arrêt du maire nucléaire de la commune interdisant « toute manifestation susceptible de troubler l'ordre public sur le territoire de la commune ». Mille deux cents flics étaient mobilisés face à cinq cents manifestants. Passons rapidement sur les échanges coutumiers de projectiles divers pour en arriver à une des premières innovations en la matière : la charge au blindé agrémentée de jets de gaz d'un genre inconnu jusqu'ici qui, outre l'asphyxie, provoque des vomissements.

Ce traitement de choc ayant eu pour effet de disperser quelque peu les manifestants, un regroupement s'opéra pour se diriger vers la ville de Fumay distante de quelques kilomètres sous l'œil attentif de deux hélicoptères « Alouette » et deux « Puma » chargés d'une douzaine de flics parachutistes.

L'objectif à Fumay était « l'assaut » du casernement du PSIG (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) situé dans un quartier HLM. Cet objectif présentant l'inconvénient majeur d'être un véritable cul-de-sac, le massacre peut commencer. Si quelques manifestants eurent le loisir de briser les pare-brise d'une dizaine de voitures particulières de flics et quelques vitres, la plupart pris entre deux feux, se dispersèrent tant bien que mal sous une pluie de lacrymos et d'offensives.

Nouveau regroupement sur le parking d'une grande surface. Les flics arrivèrent aussitôt pour se livrer à une véritable boucherie : manifestants matraqués sur place et/ou emmenés dans les locaux du PSIG pour y subir un tabassage en règle, pour être largués, en pleine nature : manifestants

jetés à la flotte, saccage des voitures portant des autocollants antinucléaire, coupes de cheveux gratuits, ratisage systématique...

Il s'agissait là d'une opération spéciale, comme l'a déclaré un flic à un journaliste empêché de photographier les scènes de matraquage.

La loi anti-casseur, bien qu'officiellement abrogée, s'applique encore à Chooz. Deux « figures » du comité calcéen ont été écroués, l'une arrêtée pendant les affrontements de samedi... dans un troquet, l'autre le lundi à son domicile... en flagrant délit d'atteinte aux biens mobiliers d'autrui avec incendie (c'est à peu près les termes de l'inculpation).

Ce qui s'est passé à Fumay rappelle étrangement ce qui s'est passé près de Golfech. Ceci, lié aux premières interventions depuis le 10 mai contre des occupations de boîtes, marque la lontané du pouvoir socialiste d'en finir avec toute forme de contestation.

Il est trop facile d'affirmer que le PS, quitte à choquer un électoralat de gauche (qui de toute façon votera pour lui), cherche à ménager les « modérés de la majorité silencieuse » par des mesures exemplaires, ceci dans l'objectif immédiat des cantonales.

Non, le pouvoir socialiste, passé ce qu'il est convenu d'appeler l'état de grâce, entend bien continuer à gérer d'une façon « socialiste » le système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme et pour cela réprimer durement toute forme de contestation ; d'autant plus que maintenant, il n'y a plus d'alternative possible. La droite au pouvoir, il restait la gauche. La gauche au pouvoir, que reste-t-il ? L'anarchie.

Rendez-vous le 27 mars.

Liaison des Ardennes

Recensement de la population

Flicage généralisé

Le 31^e recensement de la population française se déroulera entre le 4 mars et le 2 avril 1982.

L'Union locale de Paris de la Confédération nationale du Travail appelle à le boycotter car il est inutile, dangereux et humiliant.

Inutile : tous les renseignements demandés sont déjà détenus par telle ou telle administration, telle ou telle institution privée.

Dangereux : il réunit en un seul document des informations sur vous et votre famille dont vous avez droit de rester maître.

Humiliant : l'objet principal du recensement est d'obliger les citoyens à faire allégeance à l'Etat.

Ne soyez pas votre propre indic. Boycotter le recensement.

Union locale de Paris de la CNT

un soutien : l'abonnement

Chirac, un maire, mais aussi un patron



à rebrousse-poil

LES fonctionnaires, bien payés ? Laissez-moi rire. En effet, si la fonction publique garde un certain prestige au niveau de l'embauche, il ne faudrait quand même pas oublier que les inégalités salariales et les aberrations existent là aussi (comment pourrait-il en être autrement d'ailleurs dans cette micro-société super-hiérarchisée ?). J'en veux pour preuve le barème de traitements des employés de la ville de Paris, une grille de salaires en 40 pages.

Ici, le salaire est déterminé d'après un indice variant de 100 à 1 725. Tout un programme !

Tournons six pages pour ne pas être taxés de mauvais esprits. Il faut savoir que la majorité des employés ont un indice compris entre 200 et 300. Prenons donc pour première étude les chiffres donnés par l'indice 250 : situation moyenne et déjà honorable d'un employé de la ville de Paris (ancienneté et tout le bataclan ; je précise quand même, pas de responsabilité particulière). Donc, au 1^{er} janvier 82, date d'application des 39 heures à la ville de Paris, une personne payée à l'indice 250 touche un traitement mensuel de 4 112 F, une prime de résidence mensuelle de 238 F.

Pour faire plaisir à Debré, admettons que cette personne ait des enfants. Elle bénéficie alors d'un supplément familial de 233 F pour deux enfants, 574 F pour trois, 980 F pour quatre, 1 386 F pour cinq, 1 792 F pour six, 2 198 F pour sept. Quant aux heures supplémentaires, elles sont payées au tarif de 27 F jusqu'à 14 h, 33 F au-dessus de 14 h, 46 F les dimanches et jours fériés, 55 F la nuit. Vous le voyez, rien de vraiment transcendant dans ces chiffres.

Passons maintenant à l'indice 1 725. Situons le personnage : il peut être sous-directeur, chargé de mission... pas mal d'ancienneté, des responsabilités et... une carte au RPR (ce n'est pas systématique, il y a aussi un giscardien !). Il touche un traitement mensuel de 22 201 F. Mais cela ne s'arrête pas là. La prime de résidence mensuelle s'élève à 1 110 F (il faut bien payer les résidences secondaires). Il bénéficiera également d'un supplément familial de 255 F pour deux enfants, 901 F pour trois, 1 561 F pour quatre, 2 202 F pour cinq, 2 862 F pour six et 3 503 F pour sept. Ne pleurons pas trop en apprenant que les heures supplémentaires ne sont plus payées au-dessus de l'indice 597.

Mais il existe bien d'autres échelons encore. Les informations concernant certains revenus ne sont alors plus accessibles. Mais gageons que la paye et les primes augmentent dans les mêmes proportions. Précisons également que certains sont payés alors qu'ils sont absents. Prenons comme exemple un directeur qui, pendant les élections législatives, a fait campagne dans la contrée de Bordeaux et qui a quand même reçu son salaire en intégralité, y compris les primes juteuses.

On pourrait dire aussi que la ville de Paris soigne ses cadres supérieurs. Elle leur paye une voiture de fonction et la carte orange. Ne parlons pas des primes et des avantages divers car là je vais sombrer dans le délire, et puis on imagine !



Un détail qui vaut son pesant de nougat : M. Chirac est inconnu au fichier de la ville de Paris. D'autre part, taper certains codes sur le terminal risque de faire apparaître la rassurante mention « security violation ». Lorsqu'on sait qu'une journée de grève est immédiatement portée au fichier de l'individu, nous pouvons sérieusement réfléchir sur le contenu des codes « dangereux ». A noter aussi que l'absence d'un mois d'un directeur, pour les motifs que l'on sait n'est pas portée au fichier.

Les fonctionnaires sont-ils si bien payés que cela ? Tout dépend de quel côté on se place. L'Etat est un patron comme un autre, excellente raison pour le jeter aux poubelles de l'histoire. L'abolition des privilèges passe par l'abolition du salariat.

Plume (gr. Sevrans-Bondy)

Ministère du Temps libre

Je ne pensais pas, en voyant dans la liste des nouveaux ministères celui du « Temps libre », qu'il serait synonyme de « ministère de la Répression » et servirait de recyclage aux CRS, gardes mobiles et RG en mal de manifestations à réprimer ou à noyauter. Bref, tout ça pour dire que, me baladant du côté de Montparnasse, précisons rue Raymond Losserand, quelle ne fut ma stupéfaction de voir deux cars de gardes mobiles et un squat vidé de ses squatters, des matelas par terre, la traditionnelle foule de badauds. Les gardes mobiles, virils et attentifs, et quelques travailleurs immigrés et autres en train de nettoyer la vermine laissée par quelques-uns de leurs compatriotes qui n'avaient pas eu la chance de trouver leur place dans cette démocratie française teintée d'eau de rose.

Décidemment, les gouvernements se suivent et se ressemblent, une preuve de plus. Y'a plus de plage à nettoyer, plus de manif, faut bien se rabattre sur quelque chose, n'est-ce pas ? La démocratie avancée du pouvoir socialiste, ce n'est en vérité que le cache-sexe banalisé de la répression quotidienne, style rive gauche. Je terminerai en disant que si le ministère du Temps libre n'a rien à voir avec ces faits, j'espère qu'il pensera à accorder aux expulsés un peu de son temps...

F.

Dialectique

L'économie politique est une science en apparence rébarbative. Et pourtant, elle se montre parfois pleine d'imprévus désopilants. Voici deux exemples.

Primo, explications au journal de TF1 sur la situation qui s'aggrave en Angleterre avec le cap des trois millions de chômeurs allègrement franchi.

Commentaire : la dame de fer, inflexible, poursuivra sa politique d'austérité. Pour qu'elle réussisse, il faut que « les Anglais fassent encore un effort. » Un effort qui consiste à obliger trois millions de personnes à ne rien foutre ! A quatre millions de chômeurs, ce sera gagné, mais quel boulot !

Deuxième sujet de méditation, ce titre dans *Le Progrès* de Lyon : « La baisse du prix du brut entraîne de lourdes conséquences pour l'économie mondiale. » Ah bon ? Et dire que depuis 1974 les meilleurs économistes de France et d'ailleurs nous expliquaient que tous nos malheurs venaient des hausses brutales du même brut...

Il paraît même que cette baisse incongrue, entre autres effets désastreux, rendra le nucléaire moins compétitif. D'autres commentateurs, à la radio en particulier, ont exprimé la même inquiétude.

Tout cela est lumineux comme un quinquet à pétrole. Il y a vraiment de quoi se fendre le pipe-line !... Mais rassurez-vous, les contradictions, c'est bien connu, font avancer les choses et progresser l'humanité, alors...

Nuits de Chine (air connu)

Un cadre du PC chinois vient d'être exclu. Motif : il a fait un septième enfant à sa femme. Il a ainsi dépassé les normes fixées par le comité central (ce qu'on appelle sans doute le gland quinquennal). Car tout est « normalisé » en République socialiste : les arts, les lettres et l'amour. Et ce n'est pas parce qu'on est fils du Ciel qu'il faut grimper au septième sans demander la permission aux grands timoniers qui tiennent le manche.

Il n'y a pas d'érections libres en démocratie populaire. Décidemment, le socialisme « réel », ce n'est pas le pied !...

Ben mon spot !...

Les trois PDG des chaînes de télévision se sont rencontrés tout récemment. De leurs importants travaux, il est ressorti qu'il n'était pas bon de passer des films à partir de 21 h 30. On s'est aperçu, en effet, que les Français se lèvent tôt pour aller travailler.

Une chose que tout le monde ignorait jusqu'ici. Il a fallu la rencontre de trois grosses têtes pour arriver à cette fine conclusion. Notre taxe n'est pas perdue puisqu'elle permet, au moins, de nourrir d'aussi grands génies...

S.B.



Tous dans l'action, ou le dernier avatar du Livre parisien CGT

LE 23 février dernier, une grève de 24 heures a eu lieu dans les imprimeries de Labeur de la région parisienne, à l'appel du comité intersyndical du Livre parisien. Le but était de faire pression sur le syndicat patronal d'une part, et d'aller en délégation au ministère de l'Industrie d'autre part. Le tout en partant le matin à 9 heures de la place Denfert-Rochereau et en s'arrêtant à midi place des Invalides pour un meeting et un repas froid. Près de deux mille le matin, les travailleurs du Livre CGT ont pu voir qu'en fait, rien n'avait changé, du point de vue patronal comme du point de vue gouvernemental. « Vous avez une bonne convention collective », disent les uns, « Vous avez un gouvernement de gauche », disent les autres. Et le matériel moderne grignote le temps libre et les postes de travail.

Le gouvernement « protège » les PME et les entreprises du Livre en région parisienne sont en majorité des PME. D'où le problème de la syndicalisation dans les petites entreprises. Sans parler des instances syndicales qui se croient toujours aux temps de la syndicalisation à 80% et lancent des mots d'ordre triomphalistes. Est-ce mieux chez les concurrents ? Eh non, c'est même pire. Surtout à la CFDT où ceux, censés représenter l'imprimerie, pencheraient assez vers les propositions patronales. La CGT-FO, depuis la grève du *Parisien libéré*, où elle donna des jaunes à Amory, ne représente pas l'idéal question combativité...

La CGT du Livre, rassemblant la majorité des syndiqués de l'imprimerie, il est normal que voulant être avec les autres travailleurs, les anarchosyndicalistes y soient. En attendant que ça change vraiment au niveau syndical, pour le bien de tous.

Fernand BERNARD

CFDT : DE 68 À NOS JOURS...

A voir Edmond Maire, secrétaire de la CFDT, exiger une pause dans les réformes, on pourrait croire que la confédération du square Montholon manie depuis longtemps la politique de partenaire « responsable » d'un gouvernement de gauche. En a-t-il toujours été ainsi ? La CGT aurait-elle pu taxer, après 68, la CFDT de collaboration de classes ? Revenons un peu en arrière... Il y a déjà des anciens combattants de Mai 68. Des « vieux » qui ont connu les barricades du Quartier latin, la nuit de la rue Gay-Lussac, l'occupation de la Sorbonne, du Théâtre de l'Odéon avec les drapeaux noirs claquant au vent de la révolte !

C'est sur cette révolte que la CFDT s'est forgée une image de marque révolutionnaire. Dans les grèves et occupations d'usines, la CGT et la CGT-FO tenaient leurs troupes en main ou leur laissaient la bride sur le cou. La CFDT avait joué la carte de l'autonomie à la base et apparaissait comme une organisation révolutionnaire où chacun avait son mot à dire. Ce qui lui permit, dans les années 70, d'élargir son audience, d'augmenter le nombre de ses adhérents, de mener des grèves dures et, peu à peu, de se poser en concurrent face à la CGT. Au niveau confédéral, des dirigeants comme E. Maire laissaient entendre plus ou moins explicitement que la CFDT voulait prendre, sur l'échiquier syndical, la place historique de l'anarcho-syndicalisme (1). Il est vrai qu'à l'époque, la CFDT méritait bien, à première vue, son adjectif de démocratique. L'interprofessionnel n'était entravé par aucune

lourdeur bureaucratique : certains UL et UD menaient une existence quasi autonome, intervenant avec leur propre politique dans le domaine social..., entrant par là en concurrence avec les partis politiques !

Mais il y eut bientôt à l'horizon de « grands desseins », l'Union de la gauche, les Assises pour le socialisme (où les fichiers CFDT furent largement utilisés...), alors il fallait reprendre les choses en main ! La « suspension » (2) de l'UD de la Giroude, les exclusions dans les chèques-postaux de Bordeaux, la dissolution de l'UL 8/9 à Paris, l'exclusion de la section de Lyon-Gare, celle d'Usinor-Dunkerque, de la BNP Paris, etc. La liste est longue de ces coups sombres dans la CFDT pour mettre au pas toutes les sections de base et syndicats qui n'allaient pas dans le chemin désigné par les augures confédéraux : la voie vers le socialisme parlementaire avec un sens unique obligatoire, en rangs serrés derrière le PS !

Le vieux rêve élaboré par ceux qui, hors de la production, sont depuis longtemps protégés des coups du patronat (3), prenait forme : le PS retrouvait (sic) une base ouvrière apportée sur un plateau par la CFDT. Cher Edmond Maire, quelle ne dut pas être son angoisse lors de la « désunion » de la gauche ! Tant d'efforts pour ça ! Immédiatement, les gradés confédéraux développèrent le nouveau thème : les travailleurs ne devaient pas, déçus par les déboires sur le plan du socialisme électoral, se retrancher derrière l'anarcho-syndicalisme. Un pont confédéral de la région Rhône-

Alpes parla même du danger du « spectre de l'anarcho-syndicalisme » !

Qu'est-ce que tout cela signifiait ? La « centrale autogestionnaire », celle de Lip, qui voulait en 73 « prendre la place de l'anarcho-syndicalisme », prévenait maintenant les travailleurs contre celui-ci. On trouve la ré-

ponse dans les textes de la CGT-PC : « L'anarcho-syndicalisme en disant que le syndicat est la seule organisation des travailleurs casse le relais indispensable vers le parti ; il est la négation du rôle dirigeant de celui-ci ».

Alors que les dirigeants de la CFDT administraient petit à petit aux travailleurs l'idée que le syn-

dicat avait ses limites, qu'il fallait « autre chose », que la voix des travailleurs devait se faire entendre au Parlement, quelques années plus tard, à peine la victoire de l'éléphant rose annoncée, Edmond Maire se rua vers l'Elysée, disant à sa sortie que tout était drôlement chouette. Accord complet PS-CFDT ; essai transformé, ouf, ça s'est bien terminé ! « Tu pourrais nous dire merci, François, auraient pu dire les non-alignés exclus des beaux rouages de la courroie de transmission de la « rose au poing » !

Maintenant, ça ne transmet plus, ça freine et ça tape sur la CGT. Priorité au gouvernement, tout ce qu'il fait est bien. Quand on pense que la CFDT osait prétendre reprendre la place de l'anarcho-syndicalisme..., aujourd'hui, ça serait plutôt l'humanisme clérical ! De toute façon, les intérêts des travailleurs sont à chercher ailleurs que dans le parlementarisme ou le cléricalisme !

Jean-Pierre GERMAIN



(1) A cette époque, des militants syndicalistes sincères croyaient que la CFDT était leur organisation et qu'il n'y avait pas lieu de s'organiser autrement. Où êtes-vous, camarades ?

(2) Comme ils ne pouvaient dissoudre cette Union départementale, ils l'ont « suspendue », question de vocabulaire !

(3) La spécialité de la CFDT étant de prendre de brillants sujets ex-universitaires et de les parachuter permanents syndicaux.

COMMUNIQUÉ

Cette fin de siècle que nous vivons aura tracé, dans l'histoire de l'humanité, plus que jamais le rôle prédominant de l'armée. « Armée, dernier rempart de l'Etat », n'est pas une constatation gratuite. Chaque jour, dans un pays du globe, l'armée réprime une population, toujours pour défendre les intérêts des classes dominantes à l'intérieur de leurs frontières, allant jusqu'à noyer dans le sang les tentatives d'émancipation.

Une autre raison d'être des armées, et ce n'est point la moindre, est de briser la volonté et la résistance des individus ; de développer l'instinct grégaire, l'abrutissement, l'obéissance aveugle et passive, le respect des chefs et de la hiérarchie : elle apprend à être citoyen avant d'être homme pour ne pas être révolté.

Les anarchistes ont toujours affirmé qu'il n'y a pas de différence entre une armée de droite et une armée de gauche : Franco a massacré aussi bien que Trotsky, et Brejnev n'a rien à apprendre de Pinochet. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, où la planète est quadrillée par les forces armées, de l'Est comme de l'Ouest, où les sociétés vivent sous la férule militaire en Pologne comme en Espagne, nous vous appelons à manifester :

LE SAMEDI 27 MARS À 14 h 30
PLACE DE LA BASTILLE À PARIS

Pour la suppression de toutes les armées, contre la militarisation de la vie sociale, pour que cesse à jamais le bâillonnement des libertés.

Fédération anarchiste
CNT d'Espagne
Unio. anarchiste bulgare en exil

Nationalisation : une mauvaise plaisanterie !

VOILÀ, les nationalisations sont passées. Non sans mal, après un marathon institutionnel à rebondissements et des comptes d'apothicaire. Le socialisme à la PS a comme cela des allures de farces et attrapes, puisque le contribuable va être gracieusement invité à dédommager un peu plus des cochons qui ne sont pas gênés pour spéculer en Bourse, d'ailleurs.

Nous, anarchistes, serions tentés d'en rire si nous n'étions pas nous-mêmes des contribuables et si certains n'avaient pas la prétention grotesque d'assimiler cette mascarade au socialisme. Le socialisme n'a rien à voir avec l'étatisation des moyens de production. C'est la destruction immédiate de l'Etat, l'abolition de la hiérarchie, l'égalité économique, la gestion directe qui seules peuvent conduire au socialisme. Nous ajoutons que, dans la lutte pour leur émancipation, les travailleurs n'auront pas à « acheter » les moyens de production. Il faudra qu'ils s'en emparent, qu'ils les arrachent à la bourgeoisie et il ne sera pas question, alors, de rembourser quoi que ce soit à qui que ce soit. Car les moyens de production appartiennent à ceux qui les font fonctionner !

Les nationalisations, une mauvaise plaisanterie, alors ? Oui, certainement. Mais elles auront eu au moins le mérite de faire découvrir au Français moyen le fonctionnement véritable des institutions, à travers le coup du Conseil constitutionnel. Peu de gens savaient ce qu'est le Conseil constitutionnel, ce qui est déjà révélateur de sa nature et de son rôle, notre société occultant toujours ce qui n'est pas en conformité avec ses prétentions démocratiques. Ce Conseil constitutionnel a été créé après la prise du pouvoir par de Gaulle en 58. Il est destiné à garantir l'orthodoxie républicaine des textes qui lui sont soumis, droit qui lui est conféré par la Constitution proprement dite et la déclaration des droits qui lui sont rattachés. Ses neuf membres sont nommés (et non élus) pour neuf ans et renouvelés par tiers tous les trois ans. La plupart doivent leur pouvoir aux Pompidou, Chaban Delmas, Giscard, Poher. On devine sans peine leur préférence politique. Ils sont censés se comporter en juristes et doivent donc faire respecter le droit constitutionnel. C'est ce qu'ils ont fait en rejetant le projet de nationalisation non pas sur le fond mais sur la forme, l'indemnisation des actionnaires leur paraissant insuffisante et contradictoire avec le droit inaliénable à la propriété inscrit dans la Cons-

titution. Prétendre, comme l'ont fait les socialistes, que cette décision du Conseil n'était qu'une manœuvre destinée à retarder le programme de nationalisation, que les membres du Conseil se sont comportés plus en politiques qu'en juristes, n'a pas de sens ! Car cela signifierait, à contrario, que se référer à la Constitution bourgeoise n'a aucune implication politique, que celle-ci n'est pas le produit d'une histoire et n'est pas le reflet des intérêts d'une classe, la bourgeoisie en l'occurrence. C'est risible et minable !

Pour nous, révolutionnaires, le fait essentiel est qu'une fois de plus les institutions ont fonctionné contre ceux qui pensent qu'on peut se servir de celles-ci pour transformer la société. Souvenez-vous des « réticences » du Sénat devant le projet de décentralisation de Defferre, de l'obstructionnisme de la droite amenant Mauroy aux ordonnances. Ce qui a permis à la réaction de se poser en défenseur de la démocratie (ce qui est un comble quand on songe que Barre ne s'est pas gêné pour court-circuiter le Parlement quand cela l'arrangeait). Le Conseil constitutionnel s'ajoute à la longue liste des peaux de bananes juridiques que les représentants de la bourgeoisie ont laissé derrière eux. Ajoutez à cela une administration truffée de fonctionnaires giscardiens ou autres, un patronat pratiquant le sabotage économique et enfin l'armée avec laquelle il faut compter sous peine de subir le sort d'Allende. La marge de manœuvre des socialistes est étroite. Il reste peu de place pour le changement. Ce n'est pas un hasard si dans ce pays, les vrais changements (semaine de 40 heures, congés payés, etc.) se sont toujours faits sous la pression de la rue.

Les socialistes ont choisi le terrain des institutions, c'est-à-dire celui de la bourgeoisie. Nous, nous choisissons le terrain de la lutte des classes, car on ne se bat pas sur le terrain de l'adversaire. C'est une question de bon sens. Mais cela, les socialistes ne peuvent l'admettre, ce serait remettre en cause leur propre existence puisqu'ils pensent qu'un changement est possible dans le cadre des institutions. En refusant l'affrontement violent avec la classe des exploités, il ne leur reste que la collaboration de classes, et donc la liquidation des intérêts de ceux qu'ils prétendent représenter. C'est ce qu'ils ont toujours fait, et gageons qu'une fois de plus ils seront fidèles à leurs traditions !

Jean-Pierre (Gr. Sevrans-Bondy)

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

PAR la publication de son ordonnance du 5 février 82, le gouvernement entend s'attaquer au problème de l'emploi en restreignant l'utilisation du travail temporaire et des contrats de travail à durée déterminée.

Ces deux conditions d'emploi ont été assez dénoncées pour que l'on puisse faire crédit aux socialistes d'un souci qui ne soit pas uniquement tourné vers la volonté de faire diminuer le nombre des chômeurs recensés.

Ce n'est pas nous qui les attaquons sur ce plan, puisque ces deux formes de contrats de travail, qui se sont développées relativement récemment, ne sont en fait qu'une atteinte au droit du travail, une méthode qui a été trouvée pour le contourner et neutraliser les acquis de toute une tradition de lutte syndicale.

Nous qui dénonçons le réformisme syndical et l'institution juridique — donc l'Etat — comme garants des rapports entre le patronat et le salariat, nous savons très bien qu'il ne peut être question de se faire les complices de ceux qui remettent en cause cet état de faits, que pour revenir aux rapports qui existaient entre les travailleurs et leurs employeurs au XIX^e siècle.

Le travail temporaire s'est développé quand la récession a fait son apparition dans les pays industrialisés. Ce n'est pas un hasard. Pour les patrons, il s'agissait de maintenir leurs profits tout en essayant d'adapter leurs prix de revient aux nécessités de la concurrence et du marché. Donc, la seule solution pour eux était d'agir sur la rémunération du travail, notamment en rendant plus fluctuante la masse de main-d'œuvre à rémunérer : embaucher quand un surcroît de travail apparaît, et débaucher quand il se résorbe ; embaucher de façon ponctuelle quand la « conjoncture » le nécessite, et débaucher dès que possible. Ceci en complète contradiction avec les garanties que le droit du travail accorde aux salariés. Bien sûr, il n'est pas besoin d'insister sur le rôle du développement du

chômage par rapport à celui des maisons de travail intérimaire.

Mais il faut quand même noter que pour un certain nombre de soixante-huitards, le travail par intérim représentait une aubaine : « Pour en finir avec l'idéologie du travail », il permettait de développer un mode de vie dans lequel on pouvait permettre de ne travailler que quinze jours par mois et, en réduisant ses besoins, s'appliquer à vivre le reste du temps comme on le voulait. Ce qui fit la joie des « routards » et autres communautaires du début des années soixante-dix ! mais cela ne dura pas. Et ce qui, pour les anciens de 68, était un acte volontariste, un choix, devint une obligation pour ceux qui les remplacèrent bientôt : les chômeurs et autres « déqualifiés ». Ce qui, par certains, fut vécu comme une « richesse », devint rapidement pour ceux qui leur succédèrent l'expression de leur propre misère : la marginalité comme revendication devint la marginalité comme fatalité.

En ce qui concerne les contrats de travail à durée déterminée, même si leur législation est ancienne, ils se développèrent avec la crise, et légèrement après l'essor des boîtes d'intérim. Ceci simplement parce qu'il revenait moins cher d'embaucher directement des personnes pour un mois, deux, six ou un an, que d'avoir recours aux officines du travail temporaire qui, au passage, n'oublient jamais de prendre leurs bénéfices.

L'avantage du contrat à durée déterminée sur le contrat normal est que l'entreprise n'a pas à verser d'indemnités lors du départ du salarié comme en cas de licenciement ; son avantage sur le recours à l'intérim est que le salarié est sous la dépendance économique directe de l'employeur. Le seul inconvénient qu'il présente par rapport à l'emploi d'intérimaires est que certaines entreprises ne se privaient pas d'utiliser les services des négriers intérimaires, uniquement dans le but de combattre les revendications syndicales des employés ; briser les grèves, éviter d'avoir

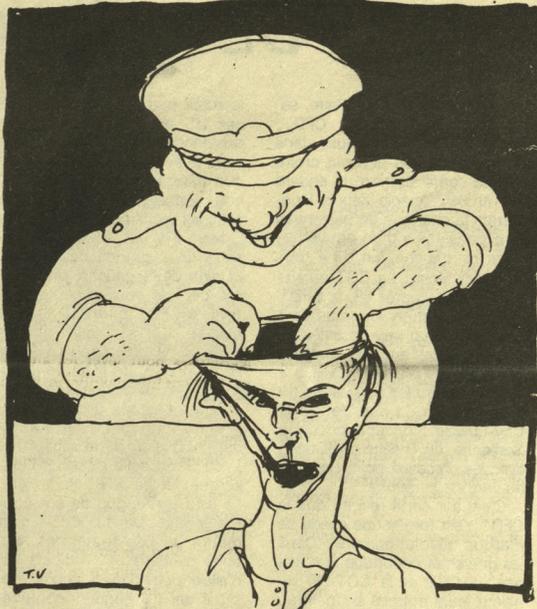
à procéder à des élections de délégués du personnel, de comité d'entreprise, etc., mais aussi pour casser les salaires, et autres avantages divers.

Ces ordonnances sur le travail intérimaire et le contrat à durée déterminée peuvent donc apparaître comme positives. Seulement, quand on regarde dans le détail le contenu de ces ordonnances, on se rend compte qu'à part quelques aménagements, elles n'apportent rien de bien nouveau. Les conditions d'emploi à durée déterminée semblent s'aligner sur celles du travail temporaire (absence momentanée, suspension de contrat de travail d'un salarié, surcroît exceptionnel et temporaire d'activité et exécution d'une tâche exceptionnelle) et quand on sait à quels abus le travail temporaire a donné lieu... on ne peut que s'étonner ! En ce qui concerne le travail temporaire, si ses conditions d'emploi sont limitées, rien n'est changé fondamentalement : pas de section syndicale, pas de comité d'entreprise, pas de minimum garanti entre les missions, avec contrat de travail à durée indéterminée entre le travailleur temporaire et le négrier, etc.

Rien de tout cela ne peut nous étonner : le propos du réformisme n'a jamais été de s'attaquer aux causes profondes du chômage, et donc de l'insécurité de l'emploi, qui est le capitalisme lui-même. Je viens de relire les promesses électorales de Mitterrand et, contrairement à ce que certains prétendent, je n'y ai vu nulle part une allusion à l'abolition du salariat ; seulement des propositions pour permettre au capitalisme de faire face à ses dysfonctionnements actuels, et lui permettre de s'adapter aux conditions défavorables qu'il traverse.

Pour nous, notre position est claire : ni contrat à durée déterminée, ni travail temporaire, ni contrat de travail à durée limitée, mais abolition pure et simple du salariat. Les demi-mesures ne résoudreont en rien les problèmes liés à la situation économique actuelle : c'est le capitalisme qu'il s'agit d'abolir.

Serge



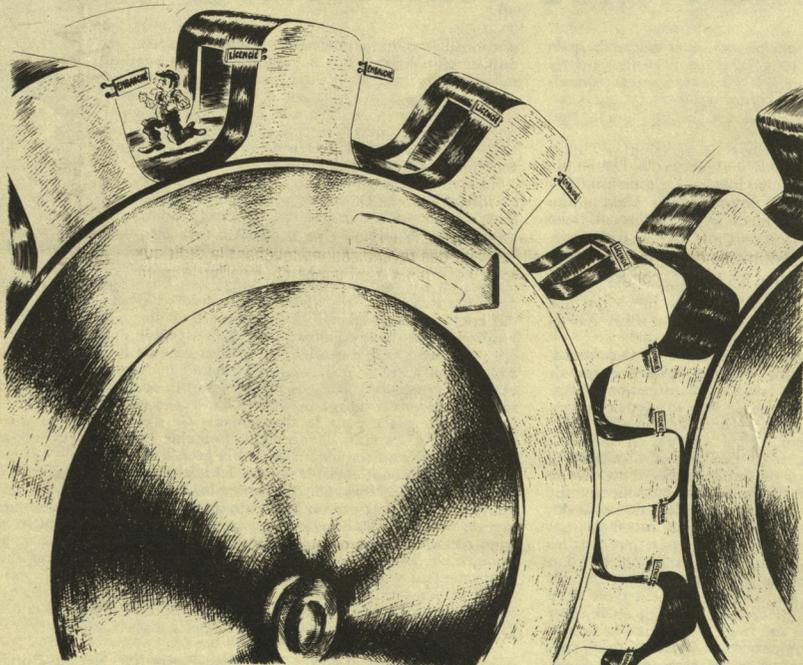
LE CONGRÈS DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

LES 27 et 28 février, s'est tenu le 62^e congrès de la Ligue des Droits de l'Homme à Lille. L'importance de ce congrès résidait dans le fait que c'était le premier congrès depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Qu'allait être les positions de la Ligue face à ce nouveau pouvoir ? Eh bien, il faut le dire, les positions étaient déjà très fortement engagées suite aux décisions du 61^e congrès : engagement sans équivoque dans la bataille électorale présidentielle en faveur de la gauche, battre la droite, tel était l'objectif ! Certains « bons esprits », comme les appelle Noguère, président de la Ligue, pourraient se poser deux questions : 1) le but de la LDH est-il la suppression des atteintes aux libertés et aux droits de l'homme ? La seule réponse possible pour un ligueur étant oui ; 2) la venue de la gauche au pouvoir correspond-elle au but de la Ligue ? Si c'est oui, cela veut dire que l'avènement d'une société de plein respect des droits de l'homme se traduit par l'emprisonnement des antimilitaristes, le brouillage des radios libres par TDF, l'augmentation des effectifs policiers, la poursuite des travailleurs clandestins... Si c'est non, comme il se devrait, la Ligue est en contradiction entre son but et ses moyens. Cette contradiction, nous allons la découvrir dans le contenu même de ce congrès de Lille. Celui-ci a dressé un bilan des neuf premiers mois de l'action de la gauche. H. Noguère et le comité central ont tout naturellement conclu « qu'après moins d'une année de présence de la gauche au pouvoir, un premier bilan de l'action gouvernementale dans les domaines qui correspondent, statutairement, à ses principales préoccupations, la LDH considère qu'il est de son devoir de constater que ce bilan est largement positif par son impressionnant travail pour les libertés et son énorme besogne accomplie en faveur des droits de l'homme ». Certes, il reste quelques points à régler, mais « les premiers actes du nouveau pouvoir sont très largement garants de sa volonté de respecter les engagements, la Ligue sait qu'elle peut en toute confiance s'attendre à les voir traduits dans les textes » ; et ce ton va continuer dans ce congrès de la « victoire », comme le dit H. Noguère. L'orientation de la Ligue, qui s'inscrit comme simple composante de la gauche dans la ligne de Victor Basch (1936) est dominée par l'« idéologie » du Parti socialiste à travers ses écrits et ses déclarations.

Le pourquoi de cet état de fait ? L'explication est simple : 15 ministres et plus de 70 députés sont ligueurs et près de 80% des ligueurs sont militants ou sympathisants du PS ! Il est évident que les ligueurs PS orientent la LDH sur les positions du PS, à un point tel qu'on ne peut plus faire de différence, d'autant qu'il n'y a pas de contre-poids à l'intérieur. Ce mariage a été consommé par la venue de Mauroy qui, après les présentations et bises d'usage, a assuré que les promesses de Mitterrand seraient tenues, sous les applaudissements du congrès. A la question d'un « bon esprit » sur les antimilitaristes, Mauroy répondit : « Mais, mon bon monsieur, retournons nos manches pour construire le socialisme, ne pensez pas à ces délinquants » ; entendez par là les insoumis au sujet desquels la Ligue refuse de prendre position et même d'en parler. Cette question est évitée, comme d'autres, par une organisation pyramidale où seul le comité central a tout pouvoir, les projets de résolutions sont proposés par lui, les sections les avalisant par leur vote discipliné. Ces mêmes sections ne pouvant communiquer entre elles, elles doivent passer par le Comité central.

L'avenir de la Ligue dépend de sa possibilité de rester un contre-pouvoir, quelle que soit la couleur politique de ce pouvoir. Seule cette voie permettra à la Ligue d'œuvrer pour une victoire des droits de l'homme.

Groupe FRESNES-ANTONY





Journée internationale des femmes

D'ABORD, un petit rappel historique de cette journée. Le 8 mars 1857, les cousinettes de New-York manifestent pour exiger l'égalité des salaires avec leurs collègues masculins, et la journée de 10 heures (au lieu de 16). Clara Zetkin, grand nom du mouvement socialiste international, fera adopter par le congrès de Copenhague en 1910, le 8 mars journée internationale des femmes (journée de propagande en faveur du vote des femmes). Depuis lors, il est devenu un rappel annuel des revendications spécifiquement féministes. Aujourd'hui, chacun va fêter cette journée à sa manière. Yvette Roudy, au nom du gouvernement socialiste, propose pour la cession de printemps un remboursement à 70% de l'avortement (revenant actuellement à 70 francs en moyenne), dans le cadre des pro-

positions de transformation de la Sécurité sociale. En revanche, aucune proposition de mesures législatives pour lever les autres restrictions que comporte la loi de 1975 :

- suppression du délai de résiliation pour les étrangères ;
- allonger le délai de 10 semaines ;
- suppression de l'autorisation parentale exigée pour les mineures ;
- suppression également du quota imposé aux cliniques privées.

Roudy demeure en-deçà des projets de loi avancés en leur temps par des députés socialistes (actuellement ministres). Le PC, quant à lui, demeure en retrait des propositions du PS. La proposition de loi déposée par le PS demandait : « l'abrogation de l'ensemble des mesures répressives figurant tant dans le Code pénal que dans le code de la Santé publique. » Eh oui, c'est le changement du 10 mai !

Le PS, parti au pouvoir, emploie à l'occasion de ce 8 mars un langage social : au nom de la lutte des classes, cette journée

ne doit pas devenir une journée chômée pour les femmes (mesure discriminatoire) et se cantonne donc à aider Yvette Roudy dans sa lecture des manuels scolaires.

Le PC, par l'intermédiaire de l'Heure claire (Union des femmes françaises) a organisé la veille un rassemblement des femmes travailleuses féministes de France auxquelles s'est adressé un militant féministe connu : le sieur Krazucki. La CGT a proposé des débrayages pour que les femmes puissent rédiger leur plateforme revendicative : aucune proposition de lutte d'ensemble.

Pour la CFDT, à l'heure de la collaboration avec des camarades ministres attentifs et compréhensifs, il s'agirait au cours de cette journée d'élaborer des revendications, de rencontrer les responsables syndicaux et politiques (les femmes ne les verraient-elles pas quotidiennement sur leur lieu de travail ?) de faire un certain nombre de propositions pour réclamer des droits familiaux, fiscaux, d'exiger l'égalité réelle de l'emploi entre les hommes et

les femmes et adopter des « discriminations positives » en faveur du sexe faible. Bref, l'ensemble des organisations de gauche se cantonnent dans les avantages spécifiques, droits spéciaux, discrimination positive, sans aborder le problème de fond : le partage égal du travail, salarié ou non, l'égalité des salaires et les diminutions effectives du temps de travail entre hommes et femmes.

Le MLF (psychanalyse et politique) a lancé, comme chaque année, un appel à la grève générale et a organisé des rencontres internationales des femmes pour obtenir un droit international des femmes. Il combat pour que cette journée soit chômée et réclame « 10 mesures d'urgence en réparation des dommages millénaires faits aux femmes ». Chômée ou non, une simple journée ne résoudra en aucune manière la triple journée de travail des femmes.

D'un autre côté, la coordination des groupes femmes de quartiers, d'entreprises, se penche depuis novembre sur les données réelles du travail salarié féminin :

temps partiel, chômage, crèches, etc. De leurs assises est sortie une brochure destinée à préciser les revendications des femmes. Bien que plus de la moitié des femmes participent à ces rencontres soient syndiquées, on ne peut dire aujourd'hui que leurs propositions soient reprises par l'ensemble des confédérations.

Il est tout de même regrettable que cette journée internationale des femmes ait donné lieu à des initiatives propres à chaque mouvement politique ou syndical (même le RPR et l'UDF ont pris position) : oui au droit international des femmes, mais à chacun le sien ! A l'heure de la « solidarité nationale », il aurait sans doute été mal venu de réaffirmer des droits vieux comme le monde et de mettre la gauche socialiste, d'où est issue cette journée, au pied du mur (sic) !

Christine TEYSSIER

C'est pas une vie, la vie que l'on vit...

« **L'**ÉMANCIPATION de la femme, comme celle de tout genre humain, ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital. C'est seulement dans la société socialiste que les femmes comme les travailleuses accéderont à la pleine possession de leurs droits. »

(Clara Zetkin, congrès socialiste de Paris, 1889).

L'URSS — patrie du socialisme, comme chacun le sait — a fait du 8 mars un jour chômé, le reste de l'année, les femmes devant se contenter des tâches pénibles refusées par les hommes et sous-payées (à chacun ses immigré(e)s). Khomeiny n'y a pas encore pensé, mais, avec ou sans tchador, les femmes iraniennes n'ont pas eu la possibilité de sortir ce 8 mars. Partout dans le monde (Amérique latine, Afrique), les femmes tentent d'imposer leurs droits fondamentaux (contre les mutilations sexuelles, le viol, les stérilisations, le mariage forcé, l'obscurantisme religieux...). Dans les sociétés « avancées », les revendications féministes sont élaborées depuis 1848 et, en plus du droit d'existence politique, les femmes se sont inscrites dans la lutte permanente économique.

Deux millions de chômeurs, dont 55% de chômeuses : le partage égal dans les statistiques du taux de chômage entre hommes et femmes semble montrer pour les économistes distingués la gravité de la crise. La population active féminine de moins de 40 ans a augmenté de plus de deux millions entre 1962 et 1978. 69,2% des femmes travaillent à temps partiel. 70% des femmes gagnent moins de 4 500 francs par mois. C'est avant 18 et après 40 ans que les femmes travaillent à temps partiel. Telles sont les données du travail féminin.

Les femmes ont droit au travail, dit Pierre Mauroy. Les deux tiers des emplois à temps partiel sont des emplois de manœuvre et alors là, la femme n'a aucun espoir de promotion professionnelle. On peut dire que celle qui obtient un travail à temps partiel restera tout le temps au niveau qu'elle avait quand elle a trouvé cet emploi... Le travail à temps partiel, plus que toute autre forme, remettra en cause le droit au travail des femmes (propos tenus par François Mitterrand dans son allocution au cours d'un colloque organisé par Choisir).

La situation a été clairement définie par ces deux responsables socialistes qui ont dû s'empresser, une fois au pouvoir, de se doter de moyens efficaces pour concrétiser leurs propos. La loi sur le travail à temps partiel, élaborée par l'ancien gouvernement « typiquement réactionnaire », s'est vue reconduite par des ordonnances de « camarades » au pouvoir conscients du grave problème de la libération de la femme et de l'égalité économique entre tous et toutes... ! Le travail à temps partiel permet, à court terme, de baisser le taux de chômage pour l'indice INSEE. Il maintient la femme dans

une situation de dépendance économique et dans des emplois subalternes : il s'agit, dans les faits, d'un chômage déguisé et de la reconnaissance des salaires féminins comme complément salarial du ménage.

Les femmes payent la crise et, en plus des problèmes communs à l'ensemble des travailleurs, voyent leurs revendications spécifiques écartées par le gouvernement. A la crèche collective supportée financièrement par la commune, la région ou l'Etat, le gouvernement Mauroy oppose une politique de garde des enfants à la maison, en développant le travail salarié à domicile. Les secteurs embauchant essentiellement de la main-d'œuvre féminine sont touchés gravement par la récession économique (textile, mécanique de précision, tertiaire). Une réduction entre tous du temps de travail, permettant de partager également le travail non-salarié (garde des enfants, tâches ménagères, reconnaissance du statut de travailleurs pour les femmes d'artisans, d'agriculteurs, etc.) n'est même pas prise en compte par les centrales syndicales et l'Etat. Le gouvernement se contente de mesures tape-à-l'œil, ne résolvant en aucune façon la ségrégation du travail (ouverture des concours à toutes, mixité obligatoire).

Main tendue, les syndicats ont accepté les 39 heures et ne s'empressent nullement d'avancer les réductions du temps de travail pour offrir un statut social à la femme égal à celui de son compagnon de travail. La liste des revendications touchant le droit aux congés, à l'éducation des enfants à mi-temps pour pallier le manque de crèches ou aux listes d'attente en maternelle (enfants ne pouvant être accueillis dans l'école vu la surcharge des classes) est longue. Ces revendications — se transformant au cours des évolutions économiques — ont toujours été avancées par les travailleuses et trop souvent par elles seules.

En ces jours heureux de la gauche au pouvoir, il est grand temps que l'ensemble de la classe ouvrière reprenne à son compte le droit au travail pour les femmes, et le partage reconnu par la société des tâches, si elle ne désire secréter une hiérarchie parmi les aspirations des travailleurs et des travailleuses. L'égalité des salaires, la réduction du temps de travail entre tous peuvent répondre en partie à ce problème du travail féminin. Les femmes n'ont pas à lutter seules pour défendre leurs conditions de travail ; leurs revendications s'inscrivent dans des aspirations communes à l'ensemble de la classe ouvrière qui doit les reconnaître et les porter au même titre que celles défendues par certaines catégories de travailleurs (immigrés, OS, jeunes, etc.). Le droit du travail des femmes, l'égalité des salaires, les 35 heures sont l'affaire de tous.

Thyde ROSELL



VOYAGE EN TERRE PROMISE. A QUI ?

A PRÈS avoir été recevoir l'investiture du chef de la multinationale Jésus-Christ and Co, notre « socialiste » de président est parti en Israël, afin de récompenser les électeurs et électrices juifs que la hiérarchie de la Diazora avait discrètement encouragés à foutre dehors l'accordéoniste de Chamalières.

Ce voyage de Mitterrand est important à plus d'un titre, car il est significatif des errements de la politique étrangère du nouveau pouvoir. Ecartelé entre un « humanisme » bon ton et un réalisme économique que lui impose la cogestion du capitalisme, le gouvernement (chose flagrante au Proche-Orient) multiplie les déclarations tous azimuts, jouant sur le plus grand nombre de ministres disant des choses contraires mais qui satisfont à tout coup une partie de la clientèle du PS. Fine politique, et sans aucun doute, la grande maîtrise de l'art de la palinodie de l'homme au chapeau rond lui sera très utile à Jérusalem. Cela n'est pas pour nous surprendre, nous anarchistes, qui avons toujours dénoncé le mensonge et l'opportunisme de la politique.

Mais, au-delà de ce voyage, la politique au Proche-Orient n'est pas un sujet qui doit nous être indifférent. L'« Etat » d'Israël multiplie en toute impunité, et avec l'accord complice des USA malgré les déclarations de Reagan, les provocations à l'égard de ses voisins. L'annexion pure et simple du Golan n'a pas soulevé le tollé général que le moindre petit pas vers la paix de Béghin déclenche chez les extrémistes sionistes. L'occupation des colons et leur résistance à l'évacuation du Sinaï en dit long sur la volonté de l'Etat israélien de revenir à ses frontières de 67 qui d'ailleurs ne sont pas plus légitimes que les actuelles. De plus, l'importance énorme que revêtent, de par leur position à la Knesset, les extrémistes « intégristes », tend à faire évoluer le régime vers une théocratie musclée. L'importance stratégique de cette enclave dans le bloc arabe n'est plus à faire, et la visite de François Mitterrand renforce ipso facto le discours sioniste, et cela en dépit des déclarations demandant un Etat palestinien où ceux-ci pourraient vivre en paix.

Pour nous, anarchistes, l'existence de tout Etat est une aberration, et il nous est indifférent de savoir si celui-ci est légal ou pas. Mais en ce qui concerne Israël, il faut nous montrer circonspects, car la provocation n'est pas loin. En effet, le discours sioniste classique fonde la légitimité de l'Etat d'Israël sur l'attachement religieux et le génocide. Or, dénoncer le premier aspect ne peut en aucun cas nous amener à nier ou remettre en cause le second. Les sombres saloperies de Faurisson et consorts ainsi que celles d'une certaine extrême-gauche ne peuvent en aucun cas être reprises par les libertaires.

Pour conclure, il n'est pas question, pour nous anarchistes, de nier le problème palestinien, et nos propositions d'une organisation fédéraliste de la société, débarrassée des croyances et de l'exploitation, nous semblent, ici comme ailleurs, la seule solution. L'Etat, sous toutes ses formes, opprime et exploite les peuples, et leur appartenance religieuse ou raciale n'est pas responsable. C'est le système étatique qui en est la cause et non toutes les explications oiseuses que l'on nous donne. Tant que les hommes qui ont envie de vivre sur ce morceau de terre appelé Palestine, qui est la propriété de tous et non de quelques-uns, n'auront pas remis cela en cause, la paix sera loin.

J.C. BARRETTE (groupe du Havre)

Moyen-Orient : l'homme contre les mythes et les chefs ?

P AS plus que la visite de Sadate à Jérusalem, celle de Mitterrand, un ton au-dessous toutefois, ne règlera le problème du Moyen-Orient. Celui-ci aujourd'hui déborde de la Palestine pour s'étendre au Liban, prolongeant ses ramifications vers la Syrie, l'Irak, l'Iran !

Les conflits qui secouent ces populations échappent au rationnel et plongent leurs racines dans des haines raciales, des conflits religieux, des intérêts nationaux. Et comme si cela ne suffisait pas, les deux grandes puissances mondiales soufflent, au hasard de leurs intérêts, sur ces braises jusqu'à provoquer un incendie qui risque d'embraser toute la région, pendant que les imprécations que les roitelets, qui dominent ces pays, échantent par-dessus des frontières artificielles imposées par l'occupant, il y a plus de soixante ans, résonnent avec la même furie que celles de ces prophètes bibliques de leurs pères à tous !

Ça fait des années qu'on nous enjoint de prendre parti pour les uns ou pour les autres des belligérants, pour les Arabes ou pour les Juifs, parce que les uns ont occupé ces terres depuis des siècles, parce que les autres en ont été les premiers occupants. Comme si, hier comme aujourd'hui, ceux qui s'y sont installés n'avaient pas usé du droit du plus fort, réduisant les autres à l'esclavage !

Nous les anarchistes, nous prenons parti pour l'homme contre les mythes imbéciles, même si ce sont les hommes qui les ont inventés. Nous prenons parti, ici comme autre part, pour les exploités contre les exploités, pour les humiliés contre les despotes. Nous pre-

sons parti pour que chacun puisse vivre là où il se trouve, quelles que soient sa religion, ses origines, la couleur de sa peau. Aucune différence ne justifie l'élimination d'hommes de la terre qu'ils travaillent et les nourrit. Et



c'est pour cela que nous sommes des anarchistes.

Ni les discours, ni les séductions économiques, pas plus que les déportations et les massacres ne résoudront les problèmes qui pourrissent cette région depuis quatre

POLOGNE : LA CLASSE OUVRIÈRE N'EST PAS ENCORE MUSELÉE !



L E ministre de l'Intérieur polonais, le général Kiszczak, a annoncé dimanche 28 février une série de mesures dites « d'adoucissements » : les déplacements d'une voïvode (département) à l'autre ne sont plus soumis à une autorisation préalable (sauf dans celle de Gdansk, sans doute jugée trop remuante), les communications téléphoniques sont rétablies entre Varsovie et les autres chefs-lieux. Le même général a affirmé que 2 552 personnes internées au 26 février avaient été libérées, sur un total de 6 647.

Il reste donc encore, du moins si l'on ajoute foi aux chiffres officiels, 4 095 personnes en prison ou en camp.

Ces fameuses mesures d'adoucissement ne sont que brouille, surtout lorsqu'on les compare à ce qu'a déclaré le conseiller politique du chef de la junte, le commandant Gornicki : « Toutes les contraintes ne pourront être levées, car nous assistons de temps à autre, dans certains endroits, à des violations de l'ordre public. » « Quelques éléments de l'état de guerre, tels que la militarisation de certaines entreprises et présence de commissaires militaires devront être maintenus parce qu'ils sont la garantie de la discipline. »

Près de trois mois après l'instauration de l'état de siège, il n'est pas de plus bel avenu de

l'impuissance des généraux devant la résistance ouvrière !

L'Eglise, consciente quant à elle du bras de fer qui s'est engagé et dont l'issue est incertaine, tente de se poser en médiateur, de manière à suivre ses ouailles en mouvement.

Les évêques polonais, réunis les 25 et 26 février, ont lancé un appel à « une entente sociale fondée sur la vérité, la justice, la liberté et l'amour ». Il est certain que, face aux chars, ces bonnes paroles seront efficaces. Quant à Jaruzelski, il est parti à Moscou le 1^{er} et le mardi 2 mars. Cette visite constitue tout d'abord un acte d'allégeance du chef du gouvernement polonais à Léonid Brejnev, chef du gouvernement soviétique. Ce dernier l'a chaudement accueilli, ravi qu'un autre ait fait la sale besogne à sa place. Mais Jaruzelski est également venu quêter une aide économique substantielle à l'URSS, aide qu'il a sûrement obtenue, mais sur le montant de laquelle peu de choses ont filtré. D'autre part, il est probable que l'URSS va fournir à Varsovie les moyens de rembourser sa dette à l'Ouest. Mais la principale préoccupation de Moscou à l'égard de la Pologne reste la lenteur de la « normalisation ». Brejnev et son « état-major » souhaitent la reconstitution du POUP, parti qui est depuis plusieurs mois en pleine déconfiture.

Le numéro 2 du PC soviétique, Tchernenko, déclarait récemment dans la revue *Questions d'histoire*, qu'« un parti doit réaffirmer quotidiennement son droit à guider la société par chacune de ses décisions ». Du dépeissement de l'Etat et du parti...

Parallèlement à cela, on apprend dans le journal *Le Monde* du mardi 2 mars, que le ministre de la Défense d'URSS, par la voix du maréchal Ogarkov (chef d'état-major de l'armée soviétique), s'inquiétait du pacifisme de la jeunesse du pays. Il y a « nécessité de prévenir l'apparition de sentiments de quiétude, de tranquillité et de pacifisme chez les jeunes. » Si tu veux la paix, prépare la guerre...

Face à l'entente cordiale entre généraux russes et polonais, il est certes réconfortant de constater que chars et emprisonnements ne suffisent pas à mater les luttes en Pologne, ni le refus de l'armée en URSS.

Depuis un mois, plus de cinq mille ouvriers ont encore été emprisonnés en Pologne, emprisonnés par les tenants du marxisme-léninisme. A ceux qui nous taxeraient de « primaires », je répondrais comme Philippe Val : « Je ne connais rien de plus primaire qu'un char. »

Colette

mille ans. Dans cette contrée mosaïque, toutes les justifications irréfutables des uns se heurtent aux justifications irréfutables des autres ! Il faut ou élever le débat ou retomber dans cette crasse où les religions et les nationalismes barbotent. c'est difficile, car la vie des peuples ne comptent guère devant ces grands fauves de la religion ou de la politique qui barbotent dans les livres sacrés, récits de meurtres et de brigandages élevés à la hauteur d'une spiritualité.

Alors, pas de solution ? Pas de solution autre que la seule raisonnable : le fédéralisme sur tous les plans, religieux, économique, politique, territorial. Le fédéralisme est la seule méthode qui peut permettre à des diversités si profondes de cohabiter sans s'égorger. Toute autre solution autoritaire par la force, ou démocratique par le nombre, passe par l'asservissement des uns par les autres.

Voilà bien des propos susceptibles de faire ricaner les forts en thème du marxisme-léninisme et quelques autres. Utopie ? Parce que peut-être les autres propositions proposées ou appliquées étaient réalistes ?

Dans l'enchevêtrement des problèmes au Moyen-Orient, devant le désordre des esprits, même si proclamer ce qui devrait être peut paraître utopique, ça le sera moins que les propositions des politicards, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite qui regardent la Palestine comme le chat regarde la souris.

Disons-le très tranquillement, même si ça doit faire ricaner les imbéciles. Le Moyen-Orient sera fédéraliste ou il crèvera de la bêtise des hommes et de l'abominable entêtement des chefs.

Maurice JOYEUX

ESPAGNE

Notre patrimoine nous sera rendu !

D'après l'administration, la restitution du patrimoine historique de la CNT serait en voie de résolution. Ce fut le thème principal de l'entrevue qu'eurent les représentants de la CNT et l'actuel ministre du Travail.



Le 22 février, après cinq ans d'infructueuses réclamations auprès de six ministères, le ministre du Travail, Santiago-Rodríguez Miranda, reçut une délégation de la CNT composée du secrétaire général, José Bondia, du secrétaire d'organisation, Maria-Antonia Pombo et du secrétaire juridique, Antonio Burgos.

La CNT lutta pendant cinq ans pour récupérer son patrimoine historique, exigeant maints efforts, passant de la voie juridique à l'occupation de locaux par des militants, la dernière action datant du 28 janvier dernier, durant laquelle eurent lieu des arrestations dans les locaux de l'AISS dans diverses localités de l'Etat, ce après quoi l'administration accepta une entrevue avec la CNT pour traiter cette affaire.

La CNT fit connaître son point de vue en mettant l'accent sur le fait qu'elle ne cherchait pas à négocier quelque chose qui lui appartenait, mais à dialoguer afin de trouver une solution rapidement. Elle profita de l'occasion pour dénoncer la politique de harcèlement administrative envers la CNT, ainsi que sa politique totalitaire sur la liberté syndicale.

Par rapport au patrimoine accumulé, la CNT dénonça l'illégalité de la mesure de partage des 2 400 millions signée à l'ANE, reproché aux « pré-supuestos » de l'Etat et pourtant payé avec l'argent des travailleurs. Ce à quoi le ministre répondit appartenir à un gouvernement auquel il se sentait lié.

Au sujet du patrimoine historique, le ministre reconnut les raisons de notre organisation qui la motivaient et s'engagea à étudier en profondeur l'expédient qui lui fut proposé.

Comme tout le monde le sait, dans les clauses de l'ANE, les centrales signataires s'engagent à ne pas revendiquer leur patrimoine syndical (historique et accumulé) pendant trois ans. Pendant cette entrevue, la CNT apprit que l'UGT n'avait présenté aucune réclamation au niveau de son patrimoine.

Dans un autre ordre d'idées et toujours dans le contexte de l'entrevue, l'administration informa nos représentants sur la possibilité d'une prorogation au niveau des élections syndicales demandée par les CCOO et l'UGT, mais à laquelle les représentants de la CNT s'opposèrent fortement vu la perte de prestige actuel des comités d'entreprises et considérant cette prorogation comme un moyen politique et électoraliste.

Espérons que ce dialogue ouvrira les portes à la raison et à la justice qui, par les temps qui courent, brillent de par leur absence.

ESPAGNE

Sous la coordination du Mouvement des objecteurs de conscience et à l'initiative du PAM (Plan d'alternative de Madrid), se déroulèrent du 8 au 13 février les journées antimilitaristes, avec la participation de groupes représentant l'Allemagne, la Hollande (PSP), la France et l'Italie.

Ce n'est pas sans problème que le Colegio Mayor San Juan Evangelista céda ses locaux. En effet, quand celui-ci apprit que les journées porterai sur l'antimilitarisme, il décida, la rencontre déjà commencée, d'augmenter le prix de sa location de 15 000 pesetas à 100 000. Après quelques « marchandages », il baissa à 60 000. Cela n'étant pas suffisant, le gouvernement civil émit « quelques » réticences en ce qui concerne l'accord pour que se réalisa ce projet : « C'est un thème très délicat », argumentaient les bureaucrates, les yeux tournés vers l'infini. En effet, c'est un thème très délicat quand il s'agit de civils pacifistes discutant antimilitarisme, mais il l'est un peu moins quand on leur dit comment ils doivent vivre, penser et ce qu'ils ne peuvent pas faire.

Il faut aussi noter la significative participation (bien qu'ils ne prirent part aux débats à aucun moment) d'un groupe de « sociaux » et « polices secrètes » qui étaient présents, attirés par la préoccupation si grande de ces jeunes (« capables de tout ») réunis autour de ces thèmes. Ce fut une magnifique communication entre personnes qui, sans ouvrir la bouche..., n'en pensaient pas moins.

Malgré tout cela, les journées se déroulèrent sans aucun type d'agression de la part de bandes « fascistes ».

Un représentant de l'UMD prit la parole sur l'antimilitarisme et la société, malmenant le fatidique « 23 février » et son proche jugement. Le vendredi, il y eut une table ronde où les groupes étrangers exposèrent leurs points de vue et opinions. Ce débat se termina le samedi, clôturant par la même occasion les journées où l'on discuta de l'un des thèmes les plus importants, celui de la nouvelle stratégie anti-OTAN qui sera adoptée par les groupes investis dans cette lutte.

Tiré de CNT (mars 82)



ANGLETERRE

« Le mouvement anarcho-syndicaliste Action directe (DAM) s'est constitué en 1979 et le nombre actuel de ses membres est de 90, ce qui peut paraître faible selon des critères internationaux, mais qui est important par rapport à la situation en Angleterre. Le DAM publie un journal, Direct Action... Parce qu'il y a un grand nombre de membres du mouvement Action directe qui sont au chômage, nous allons essayer d'établir des « groupes de travailleurs sans emploi », un peu partout en Grande-Bretagne. Notre principale activité, qui nous est dictée par nos faibles effectifs, est la propagande des idées anarcho-syndicalistes parmi les travailleurs... »

Le secrétariat national DAM

Les bases organisationnelles du DAM (adoptées à la conférence de Leeds, le 30 juin 79) :

- 1) Le mouvement Action directe est une organisation de travailleurs ;
- 2) notre but est la création d'une société libre, sans classe ;
- 3) nous combattons pour l'abolition de l'Etat, du capitalisme et de l'esclavage salarial quelles que soient leurs formes, pour les remplacer par une production autogérée orientée sur les besoins et non sur le profit ;

4) afin de parvenir à cette nouvelle forme sociale, les travailleurs doivent s'emparer des moyens de production et de distribution. Nous sommes les ennemis jurés de tous ceux qui veulent agir au nom de la classe ouvrière ;

5) nous croyons que le seul moyen pour la classe des travailleurs de parvenir à ce but, c'est l'organisation indépendante sur le lieu de travail, la commune et la fédération avec d'autres groupes indépendants et opposés à tous les partis politiques et syndicats bureaucratiques. Toutes ces organisations de travailleurs doivent être contrôlées par les travailleurs eux-mêmes et réunir plutôt que diviser tous les mouvements de travailleurs. Tout représentant ou délégué doit pouvoir être révoqué par les travailleurs ;

6) nous sommes opposés à tout Etat et institution d'Etat. Les travailleurs n'ont pas de patrie. La lutte de classe est universelle et ne reconnaît aucune frontière artificielle. Les armées et polices de tous les Etats ne sont pas là pour protéger les travailleurs de ces Etats, elles ne sont que des armes répressives au service de la classe dominante ;

7) nous opposons au racisme, au sexisme, au militarisme, ainsi qu'à toutes ces attitudes et institutions qui empêchent les gens de contrôler leur propre vie et leur environnement.

ANTIMILITARISMO ANARCHICO

Per l'azione diretta contro il militarismo
Solidarietà con gli antimilitaristi in carcere
Solidarietà con i popoli che lottano contro l'imperialismo
Contro la NATO e il Patto di Varsavia
Contro il progetto di terza forza europea
Contro il massiccio dispiegamento dei missili
Contro il falso pacifismo degli opportunisti

MANIFESTAZIONE A LIVORNO
MARTEDÌ 13 MARZO 1982 ORE 16.30 / PIAZZA MAGENTA

CONCENTRAMENTO: ore 16.30 Piazza della Vittoria (già Piazza Magenta)
COMIZIO: Piazza della Repubblica - Parleranno i compagni:
PIPPO GURRIERI del gruppo anarchico di Ragusa
ANDREA FERRARI della Federazione Reggiana della F.A.I.

« Manifestation antimilitariste anarchiste, le 13 mars. Pour l'action directe contre le militarisme, solidarité avec les antimilitaristes en prison. Solidarité avec les peuples, qui de la Pologne au Salvador, luttent contre l'imperialisme. Contre l'OTAN et le Pacte de Varsovie et contre le projet d'une troisième force européenne, contre l'instauration de tous les missiles, contre le faux pacifisme des opportunistes. La manifestation sera suivie d'un meeting, avec les orateurs : Pippo Gurrieri, du groupe anarchiste de Raguse, Andrea Ferrari, de la fédération Reggiana de la F.A.I. »

NOUS reproduisons ci-dessous les principaux extraits du texte de Malatesta publié dans la revue *Piensa e Volontà*, de Rome, avec le titre *Internazionale Collectivista e comunismo anarchico*, le 25 août 1926. Cet article, essentiellement historique, est une réponse à des critiques de Nettlau sur les conséquences de l'introduction du communisme dans l'internationale anarchiste. Nous vous le donnons dans la traduction faite par A. Prunier et parue dans le numéro 35 de Noir et Rouge, en septembre 1966, consacré à Malatesta.

Je suis d'accord avec le camarade Nettlau que, pour la propagation et la première réalisation nécessairement graduelle des idées anarchistes, présenter le communisme comme l'unique moyen de vie possible et acceptable en régime de non-autorité est une grossière erreur ; et je crois comme lui qu'une seule et unique solution des problèmes économiques, applicable à tous et en toutes circonstances se concilierait mal avec le principe de liberté qui est à la base de l'anarchisme.

Peut-être est-il vrai aussi qu'une certaine étroitesse d'idées, un certain dogmatisme peuvent s'énumérer parmi les raisons — et ce n'est pas, selon moi la principale — qui ont empêché un plus grand et plus rapide développement de notre mouvement.

Toutefois, puisque nous sommes en matière historique, et que Nettlau est un historien scrupuleux et avide de vérité, je suis certain qu'il acceptera avec plaisir que je lui rappelle certains faits qui peuvent servir à une plus juste distribution des responsabilités incombant aux plus vieux propagateurs de l'anarchisme.

L'internationale, telle qu'elle sortit de son congrès de Bâle en 1869 était collectiviste, il est vrai ; mais elle était — même dans ses sections les plus avancées — assez peu anarchiste. Elle était collectiviste, dans le sens que l'on donnait à ce mot, c'est-à-dire que la terre, les instruments de travail, en somme tous les moyens de production devaient être propriété collective, et que chaque travailleur, **seul ou associé**, devait jouir ou disposer du produit intégral de son travail. Mais — si l'on n'avait pas de formule précise de salaire intégral ou répartition, ce qui peut d'ailleurs paraître secondaire — on n'avait pas non plus d'idées claires et déterminées sur la manière d'allouer à chaque individu ou à chaque association la part du sol, des matières premières et des instruments qui doit lui revenir, ni sur la manière de mesurer le travail de chacun et d'établir un critère de valeur pour l'échange. Tout ceci devait être laissé à la « collectivité » ; et on ne prêtait pas assez garde au danger que cette « collectivité » pourrait bien, par la suite, n'être en réalité qu'un « gouvernement », c'est-à-dire quelques individus qui se seraient emparés du pouvoir et imposeraient aux autres leurs volontés.

Chez nous, en Italie, on se préoccupa beaucoup de ces questions. On fut d'accord avec les internationalistes de tous les pays sur le principe que **tous** devraient être travailleurs, que personne ne devrait pouvoir vivre en opprimant et exploitant les autres, et que la fraternité et la solidarité entre tous les êtres humains devraient être substituées à la lutte et à la concurrence visant à un bien-être à conquérir aux dépens des autres.

Nous découvrîmes que, dans le collectivisme, subsistait une cause de lutte, tant pour l'obtention des moyens de production les plus avantageux que pour la valeur conventionnelle que chacun aurait voulu donner à ses propres produits, en les surestimant par rapport aux produits des autres.

Et après de longues discussions et polémiques, nous arrivâmes à cette conclusion que la seule solution pour réaliser l'idéal de la fraternité humaine et pour éliminer toutes les difficultés insolubles de la mesure de l'effort fait et de la valeur des produits obtenus, c'est une organisation communiste, où chacun apporterait volontairement son tribut à la production et consommerait librement tout ce qu'il lui faudrait. Nous pensions, de la sorte, exclure de la vie sociale toute raison de lutte entre les hommes, et, par là même, faire disparaître toute raison d'autorité et tout désir de domination.

Voilà pourquoi les délégués des sections italiennes de l'Internationale, réunis en congrès à Florence, en 1876, votèrent à l'unanimité, moins une voix — je crois que c'était celle de Poggiali, de Florence — une résolution où le programme communiste était substitué à celui du collectivisme professé jusqu'alors.

La résolution des Italiens fut bientôt acceptée avec enthousiasme d'abord en Suisse, où résidaient à cette époque Kropotkine et Reclus, et ensuite par presque tous les anarchistes de tous les pays, moins les Espagnols qui, dans leur grande majorité, restèrent encore pour de longues années fidèles au programme collectiviste.

Nous fûmes dès lors, comme nous le sommes maintenant, anarchistes-communistes : mais cela ne veut pas dire que nous faisons du communisme une panacée et un dogme, et que nous ne voyons pas que pour la réalisation du communisme, certaines conditions morales et matérielles, qu'il faut créer d'abord, sont nécessaires.

Pour bien montrer quel était notre point de vue, voici ce que nous disions dans la brochure *Programme et organisation et Association internationale des Travailleurs*, publiée à Florence en juin 1884, par les soins du journal *La Question sociale* : « ... Le communisme, pour être réalisable, a besoin d'un grand développement moral parmi les membres de la société, d'un grand et profond sentiment de solidarité que l'élan révolutionnaire peut-être ne suffira pas à produire ; — d'autant plus que nous manquons tout d'abord des conditions matérielles capables de faciliter ce développement, c'est-à-dire : 1) d'une abondance de production telle que chacun puisse satisfaire amplement à ses besoins sans nuire aux intérêts des autres ; 2) d'une organisation du travail telle que celui-ci ne soit repoussant et pénible pour personne... »

LE COLLECTIVISME ET LE COMMUNISME



Je ne dirai certainement pas que, dans le texte ci-dessus, il y a tout ce que je trouverais à dire aujourd'hui sur le problème qui nous occupe. Il y manque une large vision de la complexité de la vie sociale ; on ne tient pas suffisamment compte des routines, des habitudes, des préjugés, des appréhensions populaires ; il manque par conséquent un sentiment adéquat des difficultés pratiques qui s'opposeraient à une réalité rapide et générale du communisme. Et surtout, on n'a pas bien conscience du danger que la préoccupation exclusive de l'égalité peut représenter quant au sentiment et à la pratique de la liberté. Car l'égalité, recherchée pour elle-même, engendre une jalousie féroce, un règne de la médiocrité, un nouveau et odieux despotisme qui, par la suite, ne saurait manquer de faire disparaître aussi bien l'égalité matérielle que l'égalité libérale qui en est la seule garantie possible. mais nous avons traité et traiterons encore de ceci en d'autres occasions.

Ce que j'ai voulu établir, c'est que, lorsque nous introduisîmes le communisme dans le programme de l'Internationale (et dans celui de l'anarchisme), nous n'avons pas montré autant d'exclusivisme et d'intolérance qu'on voudrait — semble-t-il — nous en attribuer.

Je disais donc que, tout en supposant, dans notre enthousiasme d'initiateurs, les choses plus faciles et plus simples qu'elles n'étaient en réalité, nous n'avons pas manqué de comprendre, et de faire remarquer,

que la condition nécessaire du communisme est l'abondance, et que cette abondance ne peut se produire en régime capitaliste.

En partant de notre attitude, on serait facilement arrivé à concrétiser un programme pratique qui nous aurait permis d'influencer la marche des événements historiques bien plus efficacement que nous n'avons pu le faire jusqu'à maintenant.

Mais un fait important, qui peut avoir échappé aux observateurs ou leur paraître sans importance, vint exercer une influence néfaste sur le développement du mouvement anarchiste, en interrompant et même en proscrivant presque l'étude fatigante des problèmes que nous étions appelés à résoudre. Et ce fait fut la publication en France de deux brochures, dont je ne suis arrivé à connaître avec certitude ni l'origine ni l'auteur.

Elles étaient intitulées, l'une *Les produits de la terre* et l'autre *Les produits de l'industrie*. Dans ces brochures, l'existence actuelle de l'abondance était prouvée statistiquement en main (que ne réussit-on à prouver par la statistique, quand on la consulte pour y trouver la confirmation d'une idée préconçue ?) (1)

On affirmait donc que la terre cultivée produit aujourd'hui beaucoup plus qu'il ne faudrait pour que tous mangent à satiété — et que l'industrie produit de tout avec une prodigalité encore plus grande. Chaque année, il y aurait eu (en conséquence du paupérisme qui n'en permet pas l'écoulement) une grande avance de marchandises non consommées, dont on ne comprenait pas trop où elle passait (ni pourquoi les capitalistes la faisaient produire, et en supportaient intégralement le coût de production, puisqu'ils ne parvenaient pas à la vendre !) La chose était absurde, mais séduisante, et c'est pourquoi elle fut tout de suite crue et acceptée. Il était si facile, dans la propagande, de pouvoir dire aux gens : « Vous souffrez de la faim, vous manquez de tout, pendant que les greniers et les magasins sont comblés de victuailles et de marchandises qui ne servent à personne. Cette richesse, vous n'avez qu'à tendre la main, et la prendre ! » Le succès de ces brochures parmi les anarchistes fut énorme. Et comme il advient d'ordinaire, il ne manqua pas de têtes chaudes qui, en exagérant l'exagération, s'imaginèrent qu'il y avait tant de marchandises d'avance, que, non seulement chacun ferait bombance sans se préoccuper de l'organisation de la production, pendant la période révolutionnaire, mais que l'on pourrait très bien ensuite vivre ainsi pendant plusieurs années, tout comme vivent aujourd'hui les bourgeois. Tout au plus, admettaient-ils que l'on parlât d'organiser la consommation ; quant à organiser la production, c'était inutile de s'en occuper ; il y avait en réserve des marchandises à n'en savoir que faire ; quant au lointain avenir, la postérité y pourvoierait.

Nous cherchâmes à nous opposer à ce courant, mais avec peu de succès. Le talent littéraire et le haut prestige de la personnalité « scientifique » de Kropotkine avait fait accepter par le plus grand nombre la malheureuse formule de la « prise au tas ». Et le plus grand nombre, interprétant, certes grossièrement, la pensée de Kropotkine, ne doutaient de l'existence du tas et qu'il ne fût pratiquement inépuisable.

J'insistai sur la question un peu partout. A Londres, j'en parlai même à Kropotkine ; et celui-ci, frappé par la justesse de mes observations, voulut faire des recherches statistiques sur les réserves alimentaires de l'Angleterre. Il arriva à la conclusion que, si l'importation se fût arrêtée dans le pays, en trois mois nous serions morts de faim !

Je crois maintenant que cette période d'illusions est définitivement dépassée. Aujourd'hui, l'expérience des disettes encourues et l'expérience du rationnement de guerre et celle des famines russes ont convaincu les gens que, si le potentiel de production du monde moderne est vraiment immense, la production actuelle effective est insuffisante, même à garantir le très humble niveau d'existence où le capitalisme entend maintenir le travailleur. Aujourd'hui, si l'on sait bien que pour avoir l'abondance, il faudra travailler beaucoup ; et que, par conséquent, les problèmes du travail et de la production sont les plus importants, en ce qui concerne toute transformation sociale, et ne peuvent se résoudre par une formule simpliste.

Comme d'autre part l'expérience russe a démontré, pour ceux qui croient aux méthodes autoritaires, que le communisme ne peut se faire par la force et que toute tentative d'imposition conduit fatalement à la réaction. Les bolchéviks, comme on sait, en sont revenus à une formule plus souple pour reconstituer leurs capitaux.

Liberté et travail sont les conditions du socialisme (anarchiste, communiste ou de toute autre espèce), comme ce sont du reste les conditions de tout progrès humain.

Errico Malatesta

(1) Ces deux brochures anonymes ont été longtemps attribuées à tort à E. Reclus. L'auteur reste ignoré. Voir *Maitron* : Le mouvement anarchiste en France, tome II, page 407.

Semaine prochaine, suite de l'étude sur la Mutualité.

NOTE DE LECTURE

Les gosses du désespoir

par P. Braun

Ed. Mercure de France

Il est des problèmes que l'on supporte mal de n'évoquer qu'avec des mots. Trop faibles, les mots ! Trop dérisoires ! A l'encyclopédie, les mots ! Ou alors, qu'ils hurlent, qu'ils incendient ! Qu'ils détruisent ! A l'action, les mots ! A l'action, compagnons !

Les gosses du désespoir sont une bonne cinquantaine de millions sur cette planète. Estimations officielles. Estimations sous-estimées, bien sûr. On les rencontre ici ou là à Bogota, à Bangkok, à Rio, au Caire, à Hong-Kong, au Maroc, en Iran, à Naples..., et même à Paris. A tel endroit, ils sont mineurs, à tel autre éboueurs. Mais ils sont aussi tisserands, petites mains de l'électronique et bien sûr prostitués. Leur point commun : ils travaillent. Et dur. Et pour pas grand-chose. Et ils en portent les séquelles dans leurs yeux, dans leur cœur et dans leur corps. Leurs horaires de travail varient de 10 à 15 h par jour. Leurs salaires sont des aumônes. Et pourtant ils bossent dur. Pas par plaisir. Par nécessité. Pour aider leurs familles à survivre. Pour permettre au capital de faire des profits. Pour permettre aux Occidentaux de jouir d'un certain confort. Pour permettre à certains de s'offrir de la chair fraîche. Chair fraîche, tu parles ! En moins de 10 ans, ces mômes deviennent des vieillards. Car ils s'usent vite dans l'univers glacé de l'esclavage salarié ou sexuel. Mais ça n'a pas d'importance. Comme les objets, quand ils sont usés, on les jette. Et on en reprend d'autres. Sans aucun problème. Quand une place se libère sur la galère, il y a dix postulants. Des postulants qui n'ont pas le choix. A déguerler !

Et que faire face à cet intolérable d'entre tous les intolérables ? Le faire savoir, bien sûr ! Le coller dans la gueule de tous ceux qui, à un degré ou à un autre, en profitent. Et cela, le livre de Patrick Braun le fait bien ! Mais c'est si peu ! Mais quoi d'autre ? La révolution chez nous, assurément ! Une France anarchiste, qu'elle claque dans la tronche de l'Internationale de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme ! Mais quand ?

Tu vois, encore des mots. Les mots de la révolte et ceux de l'espoir ! Mais des mots ! Des mots qui ne parviendront jamais à exprimer le centième de ma haine du vieux monde. Une haine qui si besoin était me tiendrait en vie mille ans pour le seul plaisir de voir crever un système qui dévore à pleines dents ses propres enfants... c'est-à-dire les nôtres.

Jean-Marc RAYNAUD

« Maria República » par Agustin Gomez-Arcos chez Roman/Stock

ESPAGNE 1936 : l'univers concentrationnaire d'un monde en décomposition, en proie aux secousses du franquisme. Espagne 1936 : la mort rôde, ses valets endossent l'uniforme, l'aube, la soutane. Espagne 1936 : des hommes, des femmes luttent et tombent, mais le souvenir est tenace.

Tel est le décor des romans d'Agustin Gomez-Arcos : scène de chasse (furtive) et Maria República. La répétition des thèmes : la violence engendrée par le pouvoir, la folie de ses tenants, la résistance au fascisme, n'engendre nullement la monotonie ; au contraire, elle apparaît comme autant de coups portés à la bête hideuse.

Avec Agustin Gomez-Arcos, nous sommes loin de ces écritures ternes et routinières. Ses romans se nourrissent de couleurs, de cris, de scènes fortes puissamment évocatrices.

Sans retenue, l'auteur donne à voir cet avilissement qu'engendre le franquisme ; il met à jour, grâce à son « imagination militante », la putréfaction des autorités morales et politiques ; il pousse aux confins de la déraison ces personnages féroces et répugnants, monstres aux allures papelardes, drapés dans leur dignité.

Au fil des pages, le réquisitoire devient de plus en plus accablant. Agustin Gomez-Arcos n'hésite pas à déballer le linge sale : d'Enriquez, flic-tortionnaire accompli à sa révérende-mère, en passant par Dona Eloïsa, bourgeoise.

Que ce soit à l'abri des murs du poste de police ou de ceux du couvent, ces tortionnaires accomplissent leur mission dans une atmosphère « feutrée ». Pas de risque qu'on aille fourrer son nez dans ces lieux sacro-saints parés des vertus de la loi, à moins que... à moins que ceux qui n'ont perçu que les échos de la résistance au fascisme dans leur berceau ne sèment leur « grain d'anarchie »...

C'est ainsi que Maria República, « soupçonnée d'anarchie », née de parents incendiaires d'églises, victimes de la répression, mènera une lutte à mort contre le « Christ-bourreau » et ses émules, tandis que Juan Pérez exécutera le chef de police Enriquez, meurtrier de son père et de tant d'autres.

Deux romans terribles et superbes à la fois, d'où s'exhalent d'une part l'odeur nauséabonde des latrines du pouvoir et d'autre part un appel à la liberté et à l'espoir.

Patricia

Exposition

EXPOSITION : Jacques Prévert et ses amis photographes, au musée d'Art moderne de la ville de Paris, jusqu'au 28 mars, pour les passionnés de Prévert, se tient une exposition retraçant sa carrière poétique et cinématographique. A signaler les textes évoquant sa participation au Groupe d'Octobre, comme créateur de sketches. Parmi les pièces de ce théâtre d'agit-prop, on ne peut oublier la Bataille de Fontenoy, imprégnée d'un pacifisme qui déplaçait fort aux stalinistes de l'époque. L'auteur du Cancre, de la poésie pour enfants, est également évoqué par des dessins d'écoliers de la région parisienne, illustrant quelques-uns de ses poèmes. Au même endroit, une petite expo « Au loup », qui aurait sans doute plu à Prévert, essaye de démystifier ce que des contes, des parents, tentent d'inculquer aux enfants : la peur de l'obscurité, du différent symbolisé par le loup.

Jean-Marc

Musée d'Art moderne de la ville de Paris, 11, rue du Pont Wilson, tous les jours de 10 h à 17 h 30, sauf mardi, mercredi jusqu'à 20 h 30.



CONCERTS-CHANSONS :

Ben Zimet : Les nouveaux chants et contes du Yiddishland. Le spectacle qui se compose essentiellement de chants populaires et de contes traditionnels, retrace l'itinéraire des juifs d'Europe de l'Est. Au Palais des Glaces, depuis le 9 mars : du mardi au samedi à 20 h 30 et à 17 h le dimanche.

Jamel Allam : à 21 h, le 12 mars à Castelhou, au CAC (14, chemin de la Mouette), et le 17 à l'école polytechnique de Palaiseau.

Béranger : le 12 mars à Nancy (salle Poirer) à 21 h, et le 13 à Mulhouse (Centre intégré de Rixheim) à 20 h 30.

Cuarteto Cedron : à 20 h 30, le 12 mars au Centre d'animation culturelle de Dieppe, le 14 à Beaune et du 15 au 20 à Lyon.

Jean Guidoni : le 13 mars au Théâtre municipal de Caen à 20 h 30.

Agnès Zsigmoudi chantera son « blues hongrois » au Palais des Glaces du 16 au 20 mars à 20 h 45.

MIME :

Festival international du théâtre gestuel, à la Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis, à Aulnay/Bois, 134, rue A. France : • Ecrans noirs, du Théâtre d'en face (France) : le 12 mars à 20 h 30 ; • People love me, de H. Malamud (Argentine) : le 13 à 18 h 30 ; • Angel Core, de Shusaku er Dormu Dance Theatre (Japon-Pays-Bas) : le 12 à 18 h 30, le 13 à 20 h 30, le 14 à 15 h 30 et à 18 h 45 ; • Cary Rick Danse, de Cary Rick (USA) : le 14 à 14 h 30 ; • Nonchalance déchirée, du Corps graphique (France) : le 14 à 15 h 30 et à 19 h.

Tant que la tête tient sur le cou, du Théâtre du Mouvement (France) : le 14 à 21 h.

THÉÂTRE :

Je t'écris pour te dire, de Nathalia Ginzburg, par le Théâtre sans Domicile à Caen du 15 au 24 mars.

Philippe

SÉLECTION



RADIO

— France-Culture : le 13 mars à 20 h : Amal ou la lettre du roi, de Rabin-dranath Tagore.

Le 14 mars à 14 h : Dorval et Moi, d'après Diderot. Ecrit à partir du Fils naturel, commentaire théâtral des Entre-tiens.

Le 15 mars à 21 h : La tradition orphique et le Christ des Gaules. Le combat entre le polythéisme et le monothéisme aux « temps des barbares ».

Le 16 mars à 20 h : Qu'est-ce que la violence ? Dans la série « Dialogues » de Roger Pillaudin, avec J.-C. Chesnaïs et Emmanuel Todd.



TÉLÉVISION

— TFI : le 14 mars à 20 h 30 : Le grand escogriffe. Le troisième film de Claude Pinoteau, avec Yves Montand.

Le 15 mars à 17 h 25 : Paroles d'hommes : le lama réincarné, par Henri Gogaud. Une bonne émission, de seulement dix minutes, hélas !

Le 16 mars à 22 h 30 : l'aventure des plantes. Cette semaine : Le bal des oiseaux et des vampires : la pollinisation des plantes africaines.

Le 17 mars à 21 h 40 : Les vaches sacrées : Victor Hugo, j'en passe et des meilleures. Une nouvelle série d'émissions proposée par Françoise Giroud.

— A2 : le 12 mars à 23 h 10 : Trois dans un sous-sol (1927), d'Abram Room. La vie quotidienne en URSS sous la NEP.

Le 13 mars à 21 h 40 : suite de Le village sur la colline.

Le 15 mars à 21 h 50 : rediffusion de L'imagination surréaliste : André Masson.

Le 17 mars à 20 h 35 : L'histoire en question : Budapest 1956.

— FR3 : le 11 mars à 20 h 30 : Poussière d'étoiles, de et avec Alberto Sordi. Le 14 mars à 22 h 30 : La naissance d'une nation (1915). Un classique de B.-N. Griffith.

Le 15 mars à 20 h 30 : La bataille de Naples. L'insurrection de 1943.

Le 16 mars à 20 h 30 : La dernière séance, série d'Eddy Mitchell. Pour les nostalgiques des années 50.

CINÉMA

« Une étrange affaire » de B. Granier-Deferre

UNE étrange affaire. Un étrange film dans lequel B. Granier-Deferre nous dépeint un jeune employé du secteur publicitaire d'un grand magasin (Gérard Lanvin) qui se fait avaler peu à peu par le nouveau patron de l'entreprise (Piccoli), au détriment de sa vie privée qui, petit à petit, s'effrite et finit par s'effondrer.

Piccoli (Bertrand Maller), qui fait dans ce film une de ses meilleures compositions, entreprend en effet de restructurer un grand magasin dont on vient de lui confier la direction. Le premier à faire les frais de cette opération est Gérard Lanvin (Louis Colline), bulleur de talent qui panique, puis s'adapte au travail de romain que lui demande son nouveau patron. Travail le dimanche, travail de nuit, Colline accepte tout, d'abord par peur du licenciement et puis parce qu'il finit par y prendre goût et s'honore des responsabilités que veut bien lui confier Maller. Un Maller dans lequel il redécouvre progressivement un père, ce père qui lui a tant fait défaut. Sa femme (Nathalie Baye), soumise mais pas idiote pour autant, prend conscience qu'elle est reléguée à un rôle de plus en plus secondaire dans la vie de Louis. Elle claquera la porte lorsque Louis poussera l'affaire jusqu'à héberger son patron, dont l'ap-

partement est en travaux. Pourtant, Colline continuera à suivre celui pour lequel il voue maintenant plus que du respect, de l'affection, voire de l'amour.

Une interprétation impeccable, une mise en scène rigoureuse, une curieuse atmosphère de gêne mêlée à une sorte d'angoisse profonde, font de ce film une œuvre de qualité.

Si le film aborde des problèmes purement psychanalytiques, il s'attaque également à une omniprésence patronale, à ce paternalisme qui, comme dans tant de petites entreprises, finissent par bouffer, laminier et détruire l'existence de travailleurs.

Un être sans scrupules, ambigu par son paternalisme inconscient, répugnant par ses attitudes et sa logique de boulot, un pauvre type paumé, apeuré, qui se fait dévorer par le précédent, une femme qui tente de comprendre et d'aider puis, dans un ultime sursaut, décide de tout plaquer, des adjoints-carpettes de direction, odieux, qui participent à l'entreprise de digestion du paumé, bref, des personnages bien réels que tous ceux-là et que l'on peut malheureusement retrouver, pas bien loin, en regardant autour de nous, au boulot ou sur le palier d'en face.

Patrick (Groupe E. Reclus d'Angers)



LA GUERRE DES ÉCOLES...

aujourd'hui, d'être instituteur public dans certaines communes rurales du Maine-et-Loire, et ne parlons pas du cas de la Vendée où une école sur deux est une école de curés.

Dans ce sens, il est vrai qu'une certaine « revanche » sur cet enseignement privé (catholique à plus de 95%) ne nous refroidit pas le cœur, loin de là ; nous avons trop souffert, dans nos régions, du sectarisme imbécile des calotins pour ne pas avoir envie de dévorer notre part de curé lorsque sonne le repas à la cantine ministérielle.

Limiter cependant notre réflexion et notre action à ce combat nous apparaît néanmoins comme un faux débat, à nous instituteurs et institutrices anarchistes. Pour nous qui posons, par-delà la « guerre des écoles », le problème de l'éducation et de la libération de l'enfant de toutes les contraintes qui l'oppriment, ce combat-là est un combat de politiciens. On sait très bien pour qui vibrent les fibres électorales des instits du public et celles du privé. On sait très bien qu'un des principaux syndicats enseignants du privé, la CFTC, n'est qu'une officine du RPR qui l'utilise comme machine de guerre contre la gauche au pouvoir. N'entend-on pas aujourd'hui les leaders de la droite en décomposition nous parler de la liberté, des innovations pédagogiques qui existent dans le privé, alors qu'ils se sont employés pendant 23 ans à démolir toutes les tentatives pédagogiques différentes dans le public ?

Calotin, l'enseignement privé l'est, bien sûr ; abrutissant, dogmatique, bien évidemment. Mais que trouve-t-on en face ? En tant qu'enseignants du public, nous savons pertinemment quelle est la réalité de cette fameuse école publique laïque, égalitaire, qu'un certain nombre de militants laïcs voudraient aujourd'hui parer de toutes les vertus. L'Education nationale est une machine à décevoir, un moule, un abrutissement continu de l'enfant et de l'adolescent. Le dogme « républicain » n'a rien à envier au dogme « catholique ». Face à un insti calotin et adorateur de Jésus, nous trouverons très rapidement un insti public facho et adorateur des valeurs les plus réactionnaires... mais laïques !

Et c'est bien là, à nos yeux, que se situe le problème idéologique. Derrière le combat politique que se livrent majorité et opposition dans le domaine scolaire, nous devons, nous enseignants anarchistes, poser le problème de l'école dans sa forme et dans sa finalité.

La disparition de l'enseignement privé ? Oui d'accord, bien sûr, mais pour retrouver une école publique aussi oppressive et répressive que celle que l'on subit chaque jour, enfants et enseignants ? Non merci ! Le combat contre l'école catholique doit permettre, à nos yeux, de poser les véritables problèmes de l'école en général. Nous ne voulons pas, nous ne devons pas nous limiter à cette petite guéguerre qui laisse sur la langue des relents du siècle dernier, et c'est bien cette intervention, selon nous, que nous devons faire dans nos syndicats et auprès de nos collègues de travail. Le monde scolaire bouge, depuis quelques années, au niveau des enseignants comme au niveau des enfants et des parents. Personne n'appréhende plus le problème sous le même aspect. Ne se limiter qu'à cette disparition de l'enseignement privé, c'est, à la limite, gommer toute cette évolution. Nous ne voulons pas d'un enseignement catholique, bien sûr, mais nous ne voulons pas plus d'un enseignement public sclérosé, poussiéreux, dont semblent encore rêver, hélas, certains nostalgiques des croisades laïques.

Il faut profiter de cette lutte contre le dogmatisme des écoles de curés pour dire nous aussi dans le public, nous entendons mener la lutte contre l'école des dogmes « républicains ». Et donc engager le combat contre notre propre hiérarchie, contre l'inspection, pour les équipes pédagogiques et contre les programmes, pour des écoles autogérées, pour l'ouverture réelle de l'école sur le quartier ou la commune... avec comme finalité toujours présente à l'esprit cette abolition de la notion même d'école au profit d'un lieu éducatif géré par ses usagers enfants, enseignants, parents dispensant une éducation intégrale, permanente, s'inscrivant dans la vie de la commune et se retrouvant, en fait, dans notre projet de révolution globale de la société. C'est là que se situe notre combat qui doit partir de ce problème ponctuel et somme toute secondaire d'enseignement privé et d'enseignement public.

Ceux qui n'ont pas compris cela sont en retard d'un siècle ; laissons-les à leurs croisades d'arrière-garde. Notre lutte, à nous anarchistes, se situe ailleurs, vers l'autodétermination de l'enfant pour que, comme disait Bakounine : « Il n'appartienne ni à la société ni à sa famille, mais à sa future liberté. »

Les instits du groupe E. Reclus d'Angers

LES consultations ministérielles ont débuté depuis quelques semaines déjà à propos de la constitution d'un « corps unifié, laïc, du service public d'éducation », comme le disent le gouvernement et l'ensemble des syndicats de l'enseignement.

Face à cela, nous tenons, en tant que travailleurs anarchistes et syndicalistes enseignants, à apporter quelques remarques et prises de position. Ce champ de bataille que constitue à l'heure actuelle l'enseignement privé revêt, à notre avis, un double aspect politique et idéologique. Nous ne pouvons, en tant qu'anarchistes, nous limiter à la seule problématique de la « nationalisation » de l'enseignement privé, comme l'a si violemment revendiqué le SNI, et à un degré moindre la FEN dans son dernier congrès.

Porter le flambeau de la laïcité, acclamer l'école de la « République », comme le font certains secteurs laïcs nous paraît pour le moins limiter les problèmes à un strict point de vue politique revanchard, qui ne nous semble pas aller très loin et qui veut surtout éviter, à nos yeux, de poser un certain nombre d'interrogations que rencontre actuellement le monde enseignant.

Nous enseignons ici, dans l'Ouest, dans des régions où le dogme catholique possède encore une emprise importante sur les esprits. Il n'est toujours pas aisé,

C'EST bien connu, les élections cantonales, celles d'hier comme celles qui auront lieu dans quelques jours, ne sont pas du genre à provoquer le grand frisson chez l'électeur moyen. Élire un président de la République, un député ou un maire, ça oui, ça fait bander les hordes de peine à jouer frileux qui, au nom du changement sans risque ou du changement dans la continuité, acceptent de déléguer à d'autres le pouvoir qu'ils ont de prendre leurs affaires en mains ! Élire un président de la République, un député ou un maire, ça oui, ça justifie d'aller se faire une petite branlette psychologique dans l'isolement ! mais élire un conseiller général ! Et puis d'abord, c'est quoi ça, un conseiller général ?

Le conseiller général, de toute évidence, est un personnage mal connu du grand public. On sait qu'il est élu du canton (le canton regroupant plusieurs communes), qu'il siège au conseil général et que ce conseil général est chargé « d'administrer » le département. Une sorte d'hybride, donc, le conseiller général. Le représentant d'une espèce mal définie, intermédiaire entre le maire et le député. Un individu pas très transparent, donc, mais dont on sait de toute façon qu'il ne dispose pas d'un grand pouvoir.

Ce n'est, en effet, un secret pour personne, le conseil général, s'il est censé administrer les affaires du département, ne dispose pas pour autant d'une très grande marge de manœuvre. Le préfet et l'administration préfectorale, c'est-à-dire l'Etat, chapeautent et coiffent l'activité du conseil général. Concrètement, les conseillers généraux font donc, pour l'essentiel, de la figuration.

Dans ces conditions, il est inutile d'aller chercher plus loin l'origine du peu d'intérêt de l'é-

lecteur pour ce genre d'élections qui ne signifient pas grand-chose. Le conseiller général est un notable, un père tranquille de la politique, une personnalité locale qui rend de « petits services » à ses administrés, mais ça ne va pas plus loin. Quand on vote pour lui, c'est par réflexe, pas par enthousiasme et de toute façon toujours en se disant que son élection n'a pas grande importance.

Mais alors, que signifie l'agitation qui règne actuellement dans le petit monde de la politique politicienne ? Pourquoi la majorité socialo-communiste et l'opposition chiraco-giscardienne

Cela étant, il ne faudrait quand même pas s'imaginer que l'Etat va abandonner sa mainmise sur la vie politique, économique et sociale du pays et que le conseil général va devenir un petit Parlement légiférant à qui mieux-mieux, levant les impôts et régissant la vie du département. L'Etat veut bien déléguer une partie de ses pouvoirs, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il ne va pas continuer à chapeauter, avec plus d'intelligence que par le passé, les affaires départementales. Faut être sérieux !

Mais alors, si le conseil général

reste et restera ce qu'il a tou-

jours été, à savoir un espace consultatif et quasiment pas décisionnel, pourquoi cet intérêt accru pour des élections cantonales qui apparemment ne représentent pas un enjeu fondamental ?

En fait, l'intérêt véritable de ces élections cantonales est double. D'une part, c'est la première fois depuis les présidentielles et les législatives de 1981 que la gauche retourne devant les électeurs. Et d'autre part, c'est la première fois depuis 23 ans que la gauche va à une élection avec la casquette du tenant du titre et non celle de challenger. Deux questions se posent donc : quel sera le score de la gauche et surtout quelle va être sa stratégie ?

Le score de la gauche, malgré l'avertissement des dernières élections législatives partielles, sera bon de toute manière. C'est le principe de toute élection que d'être gagnée aussi bien par les gagnants que par les perdants. On connaît la musique. Au pire, la gauche, en pourcentage de voix, peut se retrouver sur les positions des présidentielles, et

L'éternelle version de la carotte et du bâton. Revue et corrigée par le PS !

La carotte, c'est la diminution de quelques centimes du prix de l'essence et l'instauration du livret d'épargne Mitterrand pour les « pauvres ». Minable ! Le bâton, par contre, c'est un peu plus sérieuse.

Tout d'abord, on s'est mis à autoriser les évacuations par la police des usines occupées. Ensuite, on a envoyé la chienlit policière castagner à tour de maîtres, les pouilleux d'antinucléaires de Chooz. On a également, par la voix d'Hernu, fustigé les « antimilitaristes » qui, comble d'audace, demandaient comme l'avait promis le candidat Mitterrand l'abaissement du service militaire à six mois. Et puis on a fait tonner le « sinistre » de l'Intérieur à propos de la violence, du terrorisme et de tout ce qui conteste un tant soit peu l'autorité de l'Etat.

Bref, en un mot comme en cent, le gouvernement socialo-communiste est comme les copains. Il est au pouvoir et il entend y

rester par tous les moyens. Pour ce faire, il utilise sans vergogne les recettes qu'utilisait la droite avant lui : c'est-à-dire la démagogie et la répression. D'un côté, quelques mesures à grand spectacle de l'ordre du symbole ; de l'autre, un certain nombre de tours de vis pour montrer que l'on défend l'ordre.

En clair, tout est bon pour caresser l'électeur moyen dans le sens du poil. Et c'est pas difficile ! Suffit de lui agiter la carotte d'une ou deux baisses de prix symboliques devant le nez et de lui montrer qu'on se préoccupe sérieusement de l'ordre et de sa sécurité : en d'autres termes, le parti du poing et de la rose s'y entend à merveille pour foutre son poing dans la gueule à tous les empêcheurs de gouverner en paix et pour coller un bouquet de rose dans le cul de tous les angoissés du changement.

Au bout du compte, quand on y réfléchit un tant soit peu, ces élections cantonales ne manquent donc pas d'intérêt. Bien sûr, certains cocus chromosomiques ne manqueront pas de s'étonner ou de s'indigner devant cette stratégie de la honte qui est actuellement celle de ce soi-disant gouvernement de gauche. Ceux-là n'ont pas fini de s'étonner ou de s'indigner !

Pour notre part, ce misérabilisme ne nous étonne en rien. Il s'inscrit dans la logique profonde de tous ceux qui détiennent le pouvoir et par conséquent qui s'y accrochent. Aujourd'hui comme hier, le problème n'est pas de changer les titulaires du pouvoir, mais de briser ce pouvoir et de s'arranger pour qu'il ne puisse pas renaitre. Comme disait Louise Michel : « Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste. »

Jean-Marc RAYNAUD

Le poing dans la gueule...

mobilisent-elles leurs troupes avec tant de vigueur en parlant de test politique d'importance nationale ? Y aurait-il... un enjeu caché à ces élections cantonales-là ? Un an de pouvoir socialo-communiste aurait-il changé la fonction des conseillers généraux ? La loi sur la décentralisation, notamment en faisant du président du conseil général l'exécutif de l'assemblée départementale (à la place du préfet précédemment), aurait-elle transformé la nature du conseil général ? Le conseil général serait-il devenu le lieu de l'exercice d'un véritable pouvoir local ?

De toute évidence, la loi sur la décentralisation a modifié les données de base traditionnelles des élections cantonales. Indéniablement, le conseil général, et donc les conseillers généraux, vont disposer d'un pouvoir accru par rapport à celui qui était le leur sous l'ancien régime. De là l'intérêt politique qu'il y a pour la majorité et l'opposition à chercher à placer un maximum de pions dans ces nouveaux espaces du pouvoir !